Quatre-vingt-et-unième année – N° 4157 — 29 hija 1412 (1er juillet 1992).

ISSN 0851 - 1217

ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

ÉDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE

Le prix du numéro : 6 DH – Numéro des années antérieures : 9 DH – Les tables annuelles sont fournies gratuitement aux abonnés

ÉDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT AU MAROC 6 mois	TARIFS D'ABONNEMENT AU MAROC 1 an	TARIFS D'ABONNEMENT A L'ÉTRANGER	ABONNEMENT
Édition générale	**80 DH**	**120 DH**	**Par voie ordinaire ou aérienne, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.**	IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. 76.50.24 – 76.50.25 76.51.79 – 76.54.13 C.C.P. 101-16 à Rabat
Édition de traduction officielle	**60 DH**	**100 DH**		
Édition des annonces légales, judiciaires et administratives	**80 DH**	**120 DH**		
Édition des débats de la Chambre des Représentants		**100 DH**		

L'édition de traduction officielle contient la traduction officielle des lois et règlements ainsi que le texte en langue étrangère des accords internationaux lorsqu'aux termes de ces accords, ledit texte fait foi, soit seul, soit concurremment avec le texte arabe.

SOMMAIRE

TEXTES GÉNÉRAUX

Pages

Traité relatif au tracé de la frontière d'Etat entre le Royaume du Maroc et la République Algérienne Démocratique et Populaire.

Dahir n° 1-89-48 du 20 hija 1412 (22 juin 1992) portant publication de la convention relative au tracé de la frontière d'Etat établie entre le Royaume du Maroc et la République Algérienne Démocratique et Populaire, faite à Rabat le 3 joumada I 1392 (15 juin 1972) 282

Établissement et révision des listes électorales générales et organisation des élections des conseils communaux.

Décret n° 2-92-472 du 28 hija 1412 (30 juin 1992) pris pour l'application de la loi n° 12-92 relative à l'établissement et à la révision des listes électorales générales et à l'organisation des élections des conseils communaux 285

Organisation administrative du Royaume et nombre de conseillers à élire dans chaque commune.

Décret n° 2-92-468 du 28 hija 1412 (30 juin 1992) fixant la liste des cercles, des caïdats et des communes urbaines et rurales du Royaume ainsi que le nombre de conseillers à élire dans chaque commune 285

Pages

Accord de prêt conclu entre le Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

Décret n° 2-92-359 du 19 kaada 1412 (22 mai 1992) approuvant l'accord de prêt à l'ajustement structurel portant sur un montant équivalent à 275 millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique conclu le 26 chaoual 1412 (30 avril 1992) entre le Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement 300

Accord entre le gouvernement du Royaume du Maroc, Private Export Funding Corporation et Export-Import Bank Of The United States.

Décret n° 2-91-563 du 30 kaada 1412 (2 juin 1992) approuvant l'accord de financement de 21.382.042,00 $ conclu le 24 moharrem 1412 (6 août 1991) entre le gouvernement du Royaume du Maroc, Private Export Funding Corporation et Export-Import Bank Of The United States pour le financement de l'acquisition, l'installation, la vérification et la mise en service du système automatique de contrôle de la navigation aérienne du Maroc 300

Navires marocains. – Marques de franc-bord.

Décret n° 2-92-438 du 15 hija 1412 (17 juin 1992) complétant le décret n° 2-63-401 du 6 joumada II 1383 (25 octobre 1963) reconnaissant les sociétés de classification habilitées à apposer les marques de franc-bord sur les navires marocains 300

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

Pages

Laboratoire public d'essais et d'études. – Participation au capital d'une société de mesures, d'analyses et de contrôles liés à l'environnement.

Décret n° 2-92-190 du 17 hija 1412 (19 juin 1992) autorisant le Laboratoire public d'essais et d'études (L.P.E.E.) à participer au capital d'une société de mesures, d'analyses et de contrôles liés à l'environnement 301

Fonds d'équipement communal. – Garantie de l'Etat aux emprunts.

Décret n° 2-92-439 du 17 hija 1412 (19 juin 1992) accordant la garantie de l'Etat aux emprunts à émettre par le Fonds d'équipement communal à concurrence d'un montant nominal maximum de six cent millions de dirhams (600.000.000 DH) 301

Conseils communaux. – Création des circonscriptions électorales.

Arrêté du ministre de l'intérieur n° 874-92 du 28 hija 1412 (30 juin 1992) créant les circonscriptions électorales en vue de l'élection des membres des conseils communaux 301

Pages

Céréales et légumineuses. – Récolte 1992.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 894-92 du 23 kaada 1412 (26 mai 1992) fixant le régime de commercialisation des céréales et des légumineuses de la récolte 1992 302

Douanes et impôts indirects. – Prorogation de la période transitoire pour le dépôt des déclarations en douane.

Arrêté du ministre des finances n° 900-92 du 20 hija 1412 (22 juin 1992) relatif à la prorogation de la période transitoire pour le dépôt des déclarations en douane par procédé informatique 302

Douane. – Nomenclature générale des produits.

Arrêté du ministre des finances n° 913-92 du 21 hija 1412 (23 juin 1992) fixant la nomenclature générale des produits 302

Douane. – Modification de la nomenclature tarifaire.

Arrêté du ministre des finances n° 914-92 du 21 hija 1412 (23 juin 1992) portant modification de la nomenclature tarifaire 303

TEXTES GÉNÉRAUX

Dahir n° 1-89-48 du 20 hija 1412 (22 juin 1992) portant publication de la convention relative au tracé de la frontière d'Etat établie entre le Royaume du Maroc et la République Algérienne Démocratique et Populaire, faite à Rabat le 3 joumada I 1392 (15 juin 1972).

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté chérifienne ;

Vu la convention relative au tracé de la frontière d'Etat établie entre le Royaume du Maroc et la République Algérienne Démocratique et Populaire, faite à Rabat le 3 joumada I 1392 (15 juin 1972) ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de ladite convention, fait à Alger le 9 chaoual 1409 (14 mai 1989),

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. – Sera publiée au « Bulletin officiel », telle qu'elle est annexée au présent dahir, la convention relative au tracé de la frontière d'Etat établie entre le Royaume du Maroc et la République Algérienne Démocratique et Populaire, faite à Rabat le 3 joumada I 1392 (15 juin 1972).

ART. 2. – Le présent dahir sera publié au *Bulletin officiel.*

Fait à Rabat, le 20 hija 1412 (22 juin 1992)

Pour contreseing :
Le Premier ministre,
Dr AZEDDINE LARAKI.

*
* *

Convention relative au tracé de la frontière d'Etat établie entre le Royaume du Maroc et la République Algérienne Démocratique et Populaire

SA MAJESTÉ LE ROI DU MAROC,

ET

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE LA RÉVOLUTION, PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE,

En application du Traité d'Ifrane en date du 15 janvier 1969, de la déclaration commune de Tlemcen du 27 mai 1970, du communiqué commun de Rabat du 6 juin 1972 et de la déclaration algéro-marocaine de Rabat en date du 15 juin 1972,

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

Considérant le traité de délimitation conclu à Lalla Maghnia le 18 mars 1845, en ses dispositions portant délimitation de la frontière algéro-marocaine ainsi que des textes subséquents, notamment la convention du 20 juillet 1901 et l'accord du 20 avril 1902, en leurs dispositions portant délimitation de la frontière entre les deux Etats, décident à cette fin de conclure la présente convention et désignent pour leurs plénipotentiaires à savoir :

Son Excellence Ahmed Taïbi Benhima, ministre des affaires étrangères du Royaume du Maroc,

Son Excellence Abdelaziz Bouteflika, membre du conseil de la révolution, ministre des affaires étrangères de la République Algérienne Démocratique et Populaire,

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Les hautes parties contractantes confirment d'un commun accord que la frontière d'Etat établie entre l'Algérie et le Maroc, du méridien 08°40' à Taniet Sassi, suit la ligne indiquée sur les cartes portant les numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 annexées à la présente convention dont elles font parties intégrantes.

Elle se définit comme suit :

A partir du méridien 08°40' qu'elle empreinte auparavant, la frontière algéro-marocaine longe le Thalweg de l'Oued Drâa en suivant vers le Nord-Est la ligne des crêtes du Djebel Tazout (le poste militaire qui s'y trouve restant en territoire marocain), jusqu'à son extrémité Est au lieu dit Kheneg Ben Zerhmine. Elle se prolonge toujours vers le Nord-Est sur les Kreb dominant l'Oued Drâa en passant par Rich El Bergat, Kheneg Ergab, Oumm Matifis, Tarf Dzoll, El Breidja Medya jusqu'à Foum Tangarfa (le poste militaire qui s'y trouve restant en territoire marocain).

De là, elle suit la ligne déterminée par les points côtés 411 (07°17' Ouest, 29°27' Nord) 430 (07°16' Ouest, 29°28' Nord), 478 (07°12' Ouest, 29°30' Nord). Elle continue le long de la ligne des crêtes séparant le bassin de l'Oued Drâa du bassin de l'Oued Aouzergui, jusqu'à Beid Er-Ras.

De ce point elle suit la ligne des crêtes de la chaîne de l'Akerrich (côtes 747, 740, 721, 706) et passe par Foum Oued Lahsene, Rich Kbir, Foum Trifia (669) Reguig Er-Rouida (648) jusqu'à Oued Rguig Atchane qu'elle suit vers le Sud-Ouest pour rejoindre le puits de Hassi Beida.

De ce point, elle suit la base des Kreb pour rejoindre le puits de Tindjoub. Elle continue sur une distance de 5 km à suivre les Kreb à l'Est de ce puits puis s'oriente vers le Nord-Est en passant en ligne droite par Hassi Melah pour rejoindre le lit de l'Oued Mird à Hassi Mengoub, laissant ce puits en territoire marocain.

Elle suit ensuite vers le Nord le lit de cet Oued jusqu'au col de Takkat N'Aït Adouane, puis en ligne droite elle se dirige vers et jusqu'au puits d'Anou Berretaïl (04°56' Ouest 30°08' Nord) situé sur l'Oued du même nom.

Coupant le plateau de Kem Kem, la frontière se prolonge toujours en ligne droite, jusqu'à un point situé à une distance de un kilomètre au Sud de Hassi Safsaf. Toujous en ligne droite, elle se dirige vers le Nord-Est jusqu'au lit de l'Oued Daoura à l'endroit où ce dernier forme un confluent avec un Oued sans nom, au Nord de Foum Bou Serroual.

De ce point, le tracé coupe encore le plateau de Kem Kem, à l'Est de l'Oued Daoura, en passant par les points côtés 735, 778, 827, 801 et 792 (points situés sur les Kreb à l'Est de Hassi Sebti, à 9 km au Sud-Est de ce puits (03°39' Ouest 30°42' Nord).

La frontière s'oriente ensuite vers le Nord, le long des Kreb qui forment la bordure Ouest de la Hamada du Guir en passant par les points côtés 807, 842, Oum Seba, Hassi Merheïmine Hassi Tabourirht, Moungar Hammou Rhenem, Mouih Malek, M'Kharig, Taouidjt, Moungar El Alennda, Braber.

A un kilomètre à l'Est de Hassi Braber, au point de coordonnées 03°40' Ouest, 31°24' Nord, la frontière suit une ligne droite Sud-Nord suivant le méridien 03°40' Ouest jusqu'à hauteur du parallèle 31°38' Nord. Puis elle se dirige, toujours en ligne droite, vers l'est jusqu'au confluent des Oueds Guir et Zelmou.

Elle remonte le lit de ce dernier jusqu'à la hauteur du Djebel Zelmou où elle s'infléchit vers l'Est pour suivre la ligne de crêtes de ce dernier. Elle passe au Nord de Hassi Kriouia et rejoint le Djebel Nanti. Elle continue à suivre, vers l'Est, la ligne de crêtes passant par les points culminants 1269, 1247, 1129, 1209 (Djebel Mihiriz) 1551, 1770, borne 1919 (Chaâbet El Ar'Ar) borne 1852, 1709, puis s'infléchit pour passer à 200 mètres au Sud de la mine de Djehifet et rejoindre ensuite le sommet du Djebel Ouazzani (borne 1839).

Elle continue le long de la ligne de crêtes en passant par les points côtés 1544, 1026 (Djebel Meïias).

Elle passe ensuite sur la ligne de crêtes des hauteurs séparant les Oasis de Beni Ounif et de Figuig, puis contourne la zone dunaire à l'Est de cette localité en suivant l'Oued sans nom, jusqu'à sa rencontre avec l'Oued Halouf. Ce dernier est suivi vers le Nord, jusqu'à Ras Beni Smir.

A partir de Ras Beni Smir, la frontière suit la ligne de crêtes de Djebel Abiene en passant par les côtes 1762, 1735, 1704. Contournant Ich par l'Est, elle se dirige en ligne droite vers le Nord-Ouest, en passant à 800 mètres à l'Est de Hassi El Mekhareg, jusqu'au point de cordonnées 04°01' Ouest 36°33' Nord.

Elle se dirige toujours en ligne droite vers la source de Aïn Bab Errouah. A partir de cette source, elle continue toujours en ligne droite pour atteindre la borne 1368.

De la borne 1368, la frontière se dirige vers l'Est en suivant la ligne de crêtes pour atteindre la naissance de l'Oued Boukhalkhal qu'elle remonte et dont elle suit le lit jusqu'à son confluent avec l'Oued Bou Adjem. Elle continue à emprunter le lit de ce dernier vers le Nord. Au lieu dit Oglat Brazzia elle vire vers l'Ouest, toujours suivant le lit de l'Oued qu'elle quitte au point de coordonnées 04°50' Ouest 37°43' Nord (représenté par un confluent de Thalwegs) pour se diriger en ligne droite et aboutir à Oglat Mengoub, au point côté 1014 situé à proximité de la piste de Berguent et de coordonnées 04°52' Ouest 37°44' Nord .

Ensuite, elle se dirige vers le Nord, selon une ligne droite, qui a pour extrémité Nord Teniet Sassi et le point de côte 1014 pour extrémité Sud. A 4 km de ce dernier point la frontière quitte cette ligne droite pour y revenir 15 km plus loin, au point de coordonnées 04°48' Ouest 37°63' Nord après avoir décrit une ligne brisée à deux branches dont le sommet est situé au point côté 1065, coordonnées : 04°45' Ouest 37°53' Nord.

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

Référence - Cartes ci-jointes

I	Merkala	1/200.000	IGN	Nord	Sahara	Édition	1964
II	Hassi El Haoueirra	id.	id.	id.	id.	id.	1965
III	Igma	id.	id.	id.	id.	id.	id.
IV	Tinjoub	id.	id.	id.	id.	id.	id.
V	Oued Ed-Daoura	id.	id.	id.	id.	id.	id.
VI	Oglat Beraber	id.	id.	id.	id.	id.	id.
VII	Tibertatine (dit Tiberbatine)	id.	id.	id.	id.	id.	id.
VIII	Bechar	id.	id.	id.	id.	id.	1959
IX	Beni Ounif	id.	id.	id.	id.	id.	1966
X	Djenien Bou Rezg	1/100.000	IGN	Type	1956	id.	1958
XI	Forthassa Rharbia	id.	id.	id.	id.	id.	id.
XII	Oued Khalkhal	id.	id.	id.	id.	id.	id.
XIII	Oued Bou Adjam	id.	id.	id.	id.	id.	id.
XIV	Oglat Maghboura	id.	id.	id.	id.	id.	id.
XV	Magoura	id.	id.	id.	id.	id.	id.

Article 2

La frontière d'Etat entre l'Algérie et le Maroc telle qu'elle est décrite à l'article ci-dessus constitue la frontière terrestre et délimite également dans le sens vertical la souveraineté dans l'espace aérien ainsi que l'appartenance du sous sol.

Article 3

Il est créé une commission mixte algéro-marocaine en vue de procéder sur le terrain au bornage de la frontière algéro-marocaine décrite à l'article premier.

Article 4

La commission mixte algéro-marocaine se réunira au plus tard le 15 octobre 1972 pour commencer les travaux visés à l'article 3 et les terminera dans un délai n'excédant pas 3 ans à compter de la date précédemment mentionnée.

Article 5

Au terme de ses travaux, la commission mixte établira un acte constatant le bornage de la frontière algéro-marocaine. Cet acte sera joint à la présente convention.

Article 6

En cas de défaillance de la commission mixte, à l'expiration du délai de 3 ans mentionné à l'article 4, le bornage pourra se faire à l'initiative de la partie la plus diligente qui en aura informé préalablement l'autre partie et selon le tracé de la frontière tel que décrit dans l'article premier de la présente convention.

Article 7

Les hautes parties contractantes sont convenues que les dispositions de la présente convention règlent définitivement les questions de frontière entre l'Algérie et le Maroc.

Article 8

La présente convention entrera en vigueur à la date de l'échange des instruments de ratification.

Article 9

Dès son entrée en vigueur, la présente convention sera enregistrée au secrétariat général des Nations unies conformément à l'article 102 de la Charte des Nations unies.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires ont signé et scellé la présente convention.

Fait à Rabat, le 3 joumada I 1392 (15 juin 1972), en double exemplaire en langue arabe, et dans la traduction en langue française en double exemplaire, les deux textes arabe et français faisant également foi.

Pour le Royaume du Maroc,
SON EXCELLENCE
AHMED TAIBI BENHIMA
Ministre des affaires étrangères.

Pour la République Algérienne Démocratique et Populaire,
SON EXCELLENCE
ABDELAZIZ BOUTAFLIKA
Ministre des affaires étrangères.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 4156 du 22 hija 1412 (24 juin 1992).

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

Décret n° 2-92-472 du 28 hija 1412 (30 juin 1992) pris pour l'application de la loi n° 12-92 relative à l'établissement et à la révision des listes électorales générales et à l'organisation des élections des conseils communaux.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi n° 12-92 relative à l'établissement et à la révision des listes électorales générales et à l'organisation des élections des conseils communaux promulguée par le dahir n° 1-92-90 du 9 hija 1412 (11 juin 1992), notamment ses articles 10, 11, 19 et 22 ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – En application des dispositions des articles 10, 11, 19 et 22 de la loi susvisée n° 12-92, les listes électorales et les tableaux rectificatifs visés auxdits articles peuvent être consultés par toute personne intéressée dans les bureaux de l'autorité administrative locale désignés à cet effet par le premier khalifa du gouverneur, le pacha ou le caïd ainsi que dans les services communaux, tous les jours de la semaine de 8 heures à 12 heures, pendant les délais prévus par la loi précitée.

Toute personne intéressée peut obtenir copie des listes et tableaux rectificatifs visés au premier alinéa ci-dessus, aux heures qui y sont fixées, à ses frais et par tout moyen de reproduction.

ART. 2. – Est abrogé le décret n° 2-77-185 du 28 rebia I 1397 (19 mars 1977) pris pour l'application du dahir portant loi n° 1-77-98 du 28 rebia I 1397 (19 mars 1977) relatif à l'établissement de nouvelles listes électorales communales.

ART. 3. – Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 28 hija 1412 (30 juin 1992).
Dr AZEDDINE LARAKI.

Pour contreseing :
Le ministre de l'intérieur,
DRISS BASRI.

Décret n° 2-92-468 du 28 hija 1412 (30 juin 1992) fixant la liste des cercles, des caïdats et des communes urbaines et rurales du Royaume ainsi que le nombre de conseillers à élire dans chaque commune.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir n° 1-59-351 du 1er joumada II 1379 (2 décembre 1959) relatif à la division administrative du Royaume, tel qu'il a été modifié et complété, notamment ses articles 4 et 5 ;

Vu la loi n° 12-92 relative à l'établissement et à la révision des listes électorales générales et à l'organisation des élections des conseils communaux promulguée par le dahir n° 1-92-90 du 9 hija 1412 (11 juin 1992), notamment son article 27 ;

Vu le décret n° 2-83-371 du 20 rejeb 1403 (4 mai 1983) authentifiant les nombres fixant la population légale du Royaume du Maroc d'après le recensement général de la population et de l'habitat du Royaume qui s'est déroulé du 14 kaada 1402 (3 septembre 1982) au 2 hija 1402 (20 septembre 1982) ;

Sur proposition du ministre de l'intérieur,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont fixés, dans l'annexe au présent décret, la liste des cercles, des caïdats et des communes urbaines et rurales du Royaume ainsi que le nombre de conseillers à élire dans chaque commune.

ART. 2. – Est abrogé le décret n° 2-73-416 du 14 rejeb 1393 (14 août 1973) créant et énumérant les cercles, les caïdats et les communes urbaines et rurales du Royaume et indiquant le nombre de conseillers à élire dans chaque commune.

ART. 3. – Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 28 hija 1412 (30 juin 1992).
Dr AZEDDINE LARAKI.

Pour contreseing :
Le ministre de l'intérieur,
DRISS BASRI.

*
* *

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAÏDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
RABAT			AGDAL RIYAD (M)	31
			RABAT-HASSAN (M)	31
			LAKBIBAT (M)	31
			EL YOUSSOUFIA-CHALLAH (M)	31
			TAKADDOUM (M)	31
			TAKOUASS (M)	31
			YACOUB EL MANSOUR (M)	31
			TOUARGA (CA)	13
SALE			SALE BETTANA (M)	31
			SALE BAB LAMRISSA (M)	31
			SALE TABRIQUET (M)	35
			SALE LAYAYDA (M)	23
			HSSAINE (M)	25
	SALE-BANLIEUE	ARBAA SHOUL	SHOUL	23
		BOUKNADEL	SIDI BOUKNADEL	15
SKHIRATE-TEMARA			TEMARA (M)	31
	TEMARA	HARHOURA	HARHOURA (CA)	11
		MERS EL KHEIR	MERS EL KHEIR	11
		AIN ATTIG	AIN ATTIG	13
		SKHIRATE	SKHIRATE (CA)	15
		SABBAH	SABBAH	13

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
SKHIRATE-TEMARA (SUITE)	AIN EL AOUDA	AIN EL AOUDA	AIN EL AOUDA (CA)	11
		EL MENZEH	EL MENZEH	11
			OUM AZZA	11
CASABLANCA – ANFA			SIDI BELYOUT (M)	39
			ANFA (M)	31
			MOULAY YOUSSEF (M)	31
			EL MAARIF (M)	39
AL FIDA – DERB SULTAN			AL IDRISSIA (M)	35
			AL FIDA (M)	35
			BOUCHENTOUF (M)	39
			MERS SULTAN (M)	25
			TOUARGA (M)	11
AIN SEBAA – HAY MOHAMMEDI			HAY MOHAMMADI (M)	39
			ASSOUKHOUR ASSAWDA (M)	31
			AIN SEBAA (M)	31
			SIDI MOUMEN (M)	31
AIN CHOCK – HAY HASSANI			AIN CHOCK (M)	35
			HAY HASSANI (M)	31
			SIDI MAAROUF (M)	23
			LISSASFA (M)	23
			NOUACEUR (M)	11
	BOUSKOURA	BOUSKOURA	BOUSKOURA	13
		DAR BOUAZZA	DAR BOUAZZA	25
		OULAD SALAH	OULAD SALAH	13
SIDI BERNOUSSI-ZENATA			SIDI BERNOUSSI (M)	31
			TIT MELIL (M)	11
	TIT MELLIL	TIT MELLIL	LAHRAOUYINE	11
			SIDI HAJJAJ OUED HASSAR	13
			AHL LOGHLAM (CA)	15
		ZENATA	AIN HARROUDA (CA)	15
			ECH-CHAI LALATE	23
BEN M'SICK – SIDI OTHMANE			SIDI OTHMANE (M)	35
			MOULAY RACHID (M)	39
			SBATA (M)	35
			BEN M'SICK (M)	39
			MEDIOUNA (M)	13
			SALMIA (M)	23
		MEDIOUNA	AL MAJATIA OULAD TALEB	13
MOHAMMEDIA			MOHAMMEDIA (M)	35
FES-EL-JADID-DAR DBIBAGH			AGDAL (M)	31
			FES-EL-JADID (M)	25
			DAR DBIBAGH (M)	31
			SAISS (M)	23
		OULAD TAYEB	OULAD TAYEB	13

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
FES – MEDINA			AL KARAOUIYINE (M)	35
			AL ANDALOUS (M)	35
		SIDI HARAZEM	AIN-KANSARA	13
			SIDI HARAZEM	11
			AIN BIDA	11
ZOUAGHA – MOULAY-YACOUB			ZOUAGHA (M)	25
			EL MARINYENE (M)	35
	MOULAY YACOUB	MOULAY YACOUB	MOULAY-YACOUB (CA)	11
			SEBAA ROUADI	15
		MIKKES	MIKKES	11
			SEBT LOUDAYA	13
		AIN CHKEF	AIN CHKEF	23
	OULED JEMAA LEMTA	LAAJARA	LAAJARA	13
			SIDI DAOUD	13
		OULAD M'MOUN	OULAD M'MOUN	13
			LOUADAINE	13
		AIN BOU ALI	AIN BOU ALI	13
SEFROU			SEFROU (M)	25
			IMOUZZER-KANDAR (M)	11
			BHALIL (M)	11
			EL MENZEL (M)	11
	SEFROU	AIT YOUSSI	KANDAR SIDI KHIAR	11
			LAANOUSSAR	13
		TAZOUTA	TAZOUTA	11
			AZZABA	11
			AHL SIDI LAHCEN	11
		EL OUATA	SIDI YOUSSEF BEN AHMED	11
			AGHBALOU AQORAR	15
	EL MENZEL	BNI YAZRHA	AIN TIMGUENAI	11
			MTARNAGHA	11
			OULAD MKOUDOU	13
		ADREJ	TAFAJIGHT	11
			ADREJ	11
			DAR EL HAMRA	11
		RIBATE EL KHEIR	RIBATE EL KHEIR	23
		RAS TABOUDA	RAS TABOUDA	11
			BIR TAM-TAM	13
	IMOUZZER-KANDAR	AIN CHEGGAG	AIN CHEGGAG	13
		AIT SEBAA	AIT SEBAA LAJROUF	13
MARRAKECH – MENARA			MECHOUAR ES-SAID (M)	25
			MENARA (M)	31
			GUELIZ (M)	31
	LOUDAYA	LOUDAYA	SOUIHLA	15
			LOUDAYA	23
		SAADA	TASSOULTANTE	23
			SAADA	23
		AIT IMOUR	SID ZOUINE	13
			AGAFAY	13
			AIT IMOUR	13

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
MARRAKECH – MEDINA			MARRAKECH EL ABBASSIA (M)	31
			MARRAKECH EL BAHIA (M)	35
SIDI YOUSSEF BEN ALI			SIDI YOUSSEF BEN ALI (M)	31
			ANNAKHIL (M)	25
	BOUR	BOUR	HARBIL	13
			MNABHA	13
			OUAHAT SIDI BRAHIM	11
		OULED DLIM	OULED DLIM	23
		OULAD HASSOUNE	AL OUIDANE	15
			OULAD HASSOUNE	23
CHICHAOUA	CHICHAOUA	CHICHAOUA	CHICHAOUA (CA)	11
			AIT HADI	11
			SIDI BOUZID ARRAGRAGUI	11
		LAMZOUDIA	LAMZOUDIA	13
			AHDIL	13
		SID LMOKHTAR	OULAD MOUMNA	13
			SID LMOKHTAR	15
		SAIDATE	SIDI MHAMED DALIL	11
			SAIDATE	11
	IMINTANOUTE	IMINTANOUTE	IMINTANOUTE (CA)	13
		DEMSIRA	NFIFA	11
			OUAD IBOUR	11
			IROHALEN	11
			AIN TAZITOUNTE	11
			AFALLA ISSEN	11
			TIMEZGADIOUINE	11
		SEKSAOUA	SIDI GHANEM	11
			AIT HADDOU YOUSSEF	11
			LALLA AAZZA	11
	MTOUGA	MTOUGA	BOUABOUT AMDLANE	11
			RAHALA	11
			BOUABOUT	13
		TAOULOUKOULT	KOUZEMT	11
			TIMLILT	11
			ICHAMRAREN	11
			SIDI ABDELMOUMEN	13
			TAOULOUKOULT	13
	MAJJAT	FROUGA	GMASSA	13
			MAJJAT	13
		MZOUDA DOUIRANE	DOUIRANE	13
			ZAOUIA ANNAHLIA	13
			M'ZOUDA	15
		ASSIF EL MAL	ASSIF EL MAL	11
			ADASSIL	11
			IMINDOUNIT	13
AL HAOUZ	AIT-OURIR	AIT-OURIR	AIT-OURIR (CA)	11
			AIT SIDI DAOUD	15
			AIT BASKA	23
		MESFIOUA	TIGHEDOUINE	23
			TIDILI MESFIOUA	23
		RHMATE	SIDI ABDELLAH GHIAT	13
			TAMAZOUZTE	13
			IGUERFEROUANE	13
			GHMATE	15

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
AL HAOUZ (SUITE)		ABADOU	AIT AADEL	11
			AIT HKIM	11
			ABALOU	13
			TAZART	15
		TOUAMA	TAMAOUERT	13
			TOUAMA	13
			ZERKTEN	15
	ASNI	ASNI	ASNI	13
		TALAT N'YAAQOUB	IGHIL	11
			AGHBAR	11
			TALAT N'YAAQOUB	11
			IJOUKAK	11
		OUIRGANE	IMGDAL	11
			OUIRGANE	11
	AMIZMIZ	AMIZMIZ	AMGHRAS	11
			AMIZMIZ	13
		OUEDMIOUA	ANOUGAL	11
			AZGOUR	11
			TIZGUINE	11
			DARAMAA	11
		OUAZGUITA	SIDI BADHAJ	11
			OULAD MTAA	11
			LALLA TAKARKOUST	11
			OUAZGUITA	11
	TAHANNAOUT	OURIKA	STI BADMA	23
			OURIKA	23
			OUKAIMDEN	11
		TAHANNAOUT	TAHANNAOUT	23
			MOULAY BRAHIM	15
		TAMESLOHTE	TAMESLOHTE	15
MEKNES- EL MENZEH			EL BASSATINE (M)	31
			HAMRYA (M)	25
			MY IDRISS ZERHOUN (M)	13
	ZERHOUN	OUALILI	OUALILI	11
			KARMET BEN SALEM	11
		MRHASSIYINE	MRHASSIYINE	11
			SIDI ABDELLAH AL KHAYAT	13
		NZALAT BNI – AMAR	CHARQAOUA	11
			NZALAT BNI AMAR	13
	MEKNES-BANLIEUE	AARAB SAISS-DKHISSA	OUISLANE (CA)	13
			DKHISSA	13
		MHAYA	OUED IDDA	13
			MHAYA	15
		BOUFAKRANE	BOUFAKRANE (CA)	11
			MAJJATE	11
			SIDI SLIMANE MOUL AL KIFANE	11
AL ISMAILIA			AL MACHOUAR (M)	25
			MAKNASSAT-AZZAYTOUN (M)	31
			AL ISMAILIA (M)	35
			TOULAL (M)	13
	AIN ORMA	AIN ORMA	AIN ORMA	11
			DAR OUM SOLTANE	11
			AIT OUALLAL	11
		AIN JEMAA	OUED ROMMANE	11
			AIN KARMA	13
			AIN JEMAA	13

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
EL-HAJEB			EL-HAJEB (M)	23
	EL-HAJEB	DIR	AIT NAAMANE	11
			IQADDAR	11
			AIT BOURZOUINE	11
	AIN TAOUJDATE	SEBAA AIYOUN	SABAA AIYOUN (C.A)	13
			AIT HARZ ALLAH	13
			AIT BOUBIDMANE	13
		AIN TAOUJDATE	AIN TAOUJDATE (C.A)	13
			BITIT	13
			LAQSIR	23
	AGOURAI	AGOURAI	AGOURAI (C.A)	11
			TAMCHACHATE	11
			AIT YAAZEM	13
		SEBT JAHJOUH	AIT OUIKHALFEN	11
			JAHJOUH	11
			RAS IJERRI	11
AGADIR			AGADIR (M)	31
			BENSERGAO (M)	23
			ANZA (M)	23
			AIT MELLOUL (M)	25
			INEZGANE (M)	25
			DCHEIRA EL JIHADIA (M)	25
			TIKOUINE (M)	13
	BIOUGRA	AIT BAHA	AIT BAHA (C.A)	11
			AIT MZAL	11
			HILALA	11
			TASSEGDELT	11
			AIT OUADRIM	13
			SIDI ABDALLAH EL BOU-CHOUARI	13
		BIOUGRA	BIOUGRA (C.A)	11
			SIDI BOUSHAB	13
			IMI M'QOURN	13
			OUED ESSAFA	25
			SIDI BIBI	15
			AIT AMIRA	15
		BELFAA	AIT MLIK	13
			BELFAA	15
			NOUBADEN	13
		IDA OUGNIDIF	IDA OUGNIDIF	11
			AIT N'TAKOUCHT	11
		MASSA	SIDI OUASSAY	11
			MASSA	15
		TANALT	TARGA N'TOUCHKA	11
			AOUGUENZ	13
			TANALT	11
	INEZGANE	KSIMA MESGUINA	IQLAA	13
			AOURIR	13
			AMSKROUD	13
			DRARGUA	23
		IMMOUZZER-IDA OU TANANE	AQESRI	11
			AZAR	11
			IMMOUZZER	11
			IDMINE	11
			TADRART	11
			TIQQI	13

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
AGADIR (SUITE)		TAMRI	TAGHAZOUT	11
			IMSOUANE	11
			TAMRI	15
		TEMSIA	TEMSIA	13
			OULAD DAHOU	13
AL HOCEIMA			AL HOCEIMA (M)	25
			BNI BOUAYACH (M)	13
			IMZOUREN (M)	13
			TARGUIST (M)	11
	BNI BOUFRAH	BNI BOUFRAH	BNI BOUFRAH	13
			SENADA	13
		BNI GMIL MESTASSA	BNI GMIL MAKSOULINE	11
			BNI GMIL	11
	BNI OURIAGHEL	ARBAA TAOURIRT	CHAKRANE	13
			ARBAA TAOURIRT	13
		NEKKOUR	TIFAROUINE	11
			NEKKOUR	13
		BNI HADIFA	BNI ABDELLAH	13
			ZAOUIAT SIDI ABDELKADER	13
			BNI HADIFA	11
		AIT YOUSSEF-OU ALI	AIT YOUSSEF OU ALI	15
			IMRABTEN	13
			LOUTA	11
		IZEMMOUREN	IZEMMOUREN	11
			ROUADI	13
			AIT KAMRA	13
	TARGUIST	BNI AMMART	SIDI BOUZINEB	11
			BNI AMMART	13
		KETAMA	ABDELGHAYA SOUAHEL	13
			MOULAY AHMED CHERIF	11
			ISSAGUEN	13
			TAMSAOUT	11
			KETAMA	13
		TABARRANT	BNI BOUCHIBET	11
			BNI AHMED IMOUKZAN	11
			TAGHZOUT	11
		SIDI BOUTMIM	SIDI BOUTMIM	13
			ZARKAT	11
			BNI BOUNSAR	11
			BNI BCHIR	11
ASSA-ZAG	ASSA	ASSA	ASSA (CA)	11
		AOUINT LAHNA	AOUINT LAHNA	11
		AOUINT YGHOMANE	AOUINT YGHOMANE	11
		TOUIZGUI	TOUIZGUI	11
	ZAG	ZAG	ZAG	11
		LABOUIRAT	LABOUIRAT	11
		AL MAHBASS	AL MAHBASS	11
AZILAL			AZILAL (M)	13
			DEMNATE (M)	15
	AZILAL	AIT M'HAMED	AIT M'HAMED	23
			AIT ABBAS	11

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
AZILAL (SUITE)		TABANT	TABANT	13
			AIT BOU OULLI	11
		AGOUDID	AGOUDI N'LKHAIR	13
			TAMDA NOUMERCID	13
		ZAOUIATAHANSAL	ZAOUIAT AHANSAL	11
	BZOU	AIT AATAB	TISQI	11
			TAOUNZA	13
			MOULAY AISSA BEN DRISS	13
			BNI AYAT	23
		BZOU	BZOU	15
			RFALA	13
		TANANT	FOUM JEMAA	13
			BNI HASSANE	13
			TABIA	13
			AIT TAGUELLA	11
			TANANT	13
	DEMNATE	OUAOULA	AIT BLAL	11
			OUAOULA	15
			AIT MAJDEN	13
		IMI-NIFRI	SIDI BOULKHALF	13
			TIFNI	13
			IMLIL	13
		AIT TAMLIL	AIT OUMDIS	13
			AIT TAMLIL	13
		FETOUAKA	ANZOU	13
			TIDILI FETOUAKA	13
			SIDI YACOUB	13
	OUAOUIZAGHT	AFOURAR	AFOURAR	13
			TIMOULILT	11
		ANERGUI	ANERGUI	11
		OUAOUIZEGHT	BIN EL OUIDANE	11
			ISSEKSI	11
			OUAOUIZEGHT	13
			AIT OUAARDA	11
		TAGLEFT	TIFFERT N'AIT HAMZA	11
			AIT OUQABLI	11
			TAGLEFT	13
		TILOUGGUITE	TABAROUCHT	11
			AIT MAZIGH	11
			TILOUGGUITE	11
BENI MELLAL			BENI MELLAL (M)	35
			SOUK SEBT OULED NEMMAM	23
			FQUIH BEN SALAH (M)	31
			KASBA TADLA (M)	25
			ZAOUIAT CHEIKH (M)	15
			EL KSIBA (M)	13
	BENI MELLAL	OULED M'BAREK	OULED GNAOU	13
			OULED M'BAREK	13
			FOUM OUDI	11
		OULED YAICH	OULED YAICH	23
		SIDI JABER	SIDI JABER	15
	BNI MOUSSA	DAR OULD-ZIDOUH	DAR OULD ZIDOUH	23
			HAD BOUMOUSSA	25
		OULED AYAD	OULED AYAD (CA)	13

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
BENI MEL-LAL (SUITE)		BNI MOUSSA	SIDI HAMMADI	13
			OULED BOURAHMOUNE	11
			OULED NACER	25
		SIDI AISSA	SIDI AISSA BEN ALI	23
			OULED ZMAM	23
	EL KSIBA	AGHBALA	AGHBALA	13
		TIZI N'ISLY	TIZI N'ISLY	11
			BOUTFERDA	11
		AIT OUIRSA	NAOUR	11
			DIR EL KSIBA	23
		TAGHZIRT	FOUM EL ANCEUR	13
			TANOUGHA	11
			TAGHZIRT	15
		AIT OUM EL-BEKHT	AIT OUM EL BEKHT	13
	FQUIH BEN-SALEH	BNI AMIR	HEL MERBAA	13
			KRIFATE	23
		BRADIA	AL KHALFIA	15
			BRADIA	25
		BNI OUKIL	BNI CHEGDALE	15
			BNI OUKIL	23
	KASBA TADLA	AIT RBAA	GUETTAYA	15
			SEMGUET	13
		OULED SAID-LOUED	OULED YOUSSEF	13
			OULED SAID LOUED	13
BENSLIMANE			BENSLIMANE (M)	23
			BOUZNIKA (M)	23
	BENSLIMANE	FDALATE	FDALATE	11
			OULAD YAHYA LOUTA	13
			MOUALINE EL OUED	13
		MDAKRA	AHLAF	13
			MELLILA	13
			OULAD ALI TOUALAA	11
			RDADNA OULAD MALEK	11
		ZIAIDA	ZIAIDA	13
			MOUALINE EL GHABA	11
			AIN TIZGHA	11
	BOUZNIKA	SIDI KHDIM	SIDI KHDIM	11
		SIDI YAHYA ZAER	SIDI YAHYA ZAER	15
		BNI YAKHLEF	EL MANSOURIA	11
			BNI YAKHLEF	13
		SIDI MOUSSA-BEN ALI	SIDI MOUSSA BEN ALI	11
			SIDI MOUSSA EL MAJDOUB	11
BOUJDOUR			BOUJDOUR (M)	11
	JRAIFIA	LAMSSID	LAMSSID	11
		GUELTAT ZEM-MOUR	GUELTAT ZEMMOUR	11
		JRAIFIA	JRAIFIA	11

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
BOULEMANE			BOULEMANE (M)	11
			MISSOUR (M)	11
			OUTAT EL HAJ (M)	11
	BOULEMANE	BOULEMANE	GUIGOU	15
			SERGHINA	11
			ENJIL	13
		IMOUZZER MAR-MOUCHA	AIT EL MANE	11
			AIT BAZZA	11
			ALMIS MARMOUCHA	11
			TALZEMT	11
		SKOURA	EL MERS	11
			SKOURA M'DAZ	11
	MISSOUR	KSABI	KSABI-MOULOUYA	13
		MISSOUR	OUIZEGHT	11
			SIDI BOUTAYEB	13
	OUTAT EL HAJ	OULAD ALI	OULAD ALI YOUSSEF	13
		OUTAT EL HAJ	EL ORJANE	11
			TISSAF	11
			ERMILA	11
		TENDITE	FRITISSA	23
CHEF-CHAOUEN			CHEFCHAOUEN (M)	23
	BAB BERRED	BAB BERRED	BAB BERRED	13
			IOUNANE	15
			TAMOROT	13
		BNI AHMED	BNI AHMED CHERQIA	13
			MANSOURA	13
			BNI AHMED GHARBIA	13
			OUED MALHA	11
		JEBHA	AMTAR	11
			BNI RZINE	13
			BNI SMIH	11
			MTIOUA	11
			OUAOUZGANE	13
	BAB TAZA	BAB TAZA	BAB TAZA	15
			BNI SALAH	11
			BNI DARKOUL	11
		FIFI	BNI FAGHLOUM	11
			FIFI	11
		TANAQOUB	DERDARA	11
			TANAQOUB	11
			LAGHDIR	11
	BOU AHMED	ASSIFANE	BNI SELMANE	13
			BNI MANSOUR	13
		BOU AHMED	BNI BOUZRA	13
			STEHA	11
			TIZGANE	13
		TALAMBOTE	TASSIFT	11
			TALAMBOTE	11
	MOQRISSET	BRIKCHA	BRIKCHA	13
			ASJEN	15
		MOQRISSAT	MOQRISSAT	13
			AIN BEIDA	13
		ZOUMI	KALAAT BOUQORRA	13
			ZOUMI	25

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
EL-JADIDA			AZEMMOUR (M)	23
			EL-JADIDA (M)	31
			SIDI BENNOUR (M)	23
	AZEMMOUR	LBIR JDID	LBIR JDID (C.A)	11
			LAMHARZA ESSAHEL	15
			LAGHDIRA	15
		CHTOUKA HA-OUZIA	SIDI ALI BEN HAMDOUCHE	15
			CHTOUKA	23
			HAOUZIA	15
			OULAD RAHMOUNE	23
	EL-JADIDA	OULAD BOUA-ZIZ-CHAMALIA	MY ABDELLAH	23
			OULED HCINE	25
		OULAD BOUA-ZIZ-JANOUBIA	SIDI ABED	13
			OULAD AISSA	23
			SIDI M'HAMED AKHDIM	13
			OULED GHANEM	15
	SIDI BEN-NOUR	BNI HILAL	LMECHREK	13
			OULAD SI BOUHYA	23
			LAAMRIA	13
			BNI HILAL	15
		LAAOUNATE	BNI TSIRISS	15
			LAAOUNATE	23
			OULAD BOUSSAKEN	11
			KHMIS KSIBA	11
			METRANE	13
		OULAD AMRANE	KRIDID	13
			LAAGAGCHA	13
			KOUDIAT BNI DGHOUGH	13
			TAMDA	13
			OULAD AMRANE	15
		BOUHMAME	LAATATRA	13
			BOUHMAME	23
			JABRIA	13
			M'TAL	15
	SIDI SMAIL	OULAD FREJ	OULAD SIDI ALI BEN-YOUSSEF	13
			SI HSAIEN BEN ABDER-RAHMANE	13
			OULED FREJ	15
			ZAOUIAT LAKOUACEM	13
			CHAIBATE	13
			OULAD HAMDANE	13
			METTOUH	23
			BOULAOUANE	23
		SIDI-SMAIL	SEBT SAISS	11
			ZAOUIAT SAISS	13
			MOGRESS	13
			SIDI-SMAIL	15
	ZEMAMRA	LOUALIDIA	LOUALIDIA	13
			LGHARBIA	23
		OULAD AMEUR-LAGHNADRA	ZMAMRA (C.A)	11
			OULAD SBAITA	15
			LAGHNADRA	23
			SANIAT BERGUIG	23
EL KELAA DES SRAGHNA			KELAAT SRAGHNA (M)	25
			BEN GUERIR (M)	25
	LAATTAOUIA	LAATAOUIA-ECHCHEIBIYA	LAATTAOUIA (C.A)	13
			OULAD AARRAD	11
			CHOARA	11
			DZOUZ	11
			FRAITA	13
			LAATAMNA	13

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
EL KELAA DES SRAGHNA (SUITE)		ASSAHRIJ	OUARGUI	13
			BOUYA OMAR	13
			ASSAHRIJ	13
			SOUR EL AAZ	11
			OULAD KHALLOUF	11
			LOUAD LAKHDAR	13
			M'ZEM SANHAJA	13
			SIDI AISSA BEN SLIMANE	15
		SIDI-RAHAL	SIDI-RAHAL (C.A)	11
			ZEMRANE	15
			ZEMRANE CHARQIA	23
		TAMALLALT	TAMALLALT (C.A)	13
			JOUALA	13
			JBIEL	13
	EL KELAA – DES SRAGHNA	AHL EL GHABA	OULAD SBIH	11
			HIADNA	11
			OULAD ZARRAD	11
			OULAD CHERKI	11
			EL MARBOUH	11
			MAYATE	13
		BENI AMEUR	ERRAFIAYA	11
			OULAD AAMER	11
			TAOUZINT	11
			OULAD BOUALI LOUED	11
			EL AAMRIA	11
			OULAD MSABBEL	11
			OULAD MASSAOUD	11
			EDDACHRA	11
			SIDI MOUSSA	11
			SIDI EL HATTAB	11
			CHTAIBA	11
		LOUNASDA-OULED YAACOUB	ZNADA	11
			OULAD YAACOUB	11
			OULAD EL GARNE	11
			LOUNASDA	11
	SIDI BOU-OTHMANE	SIDI BOU OTHMANE	BOURROUS	11
			SIDI BOUBKER	11
			SIDI BOU OTHMANE	15
		LOUTA	NZALAT LAADAM	13
			LAMHARRA	13
			OULAD IMLOUL	13
		RAS EL AIN	AKARMA	11
			TLATH	13
			TAIDATE	13
			RAS AIN RHAMNA	13
	REHAMNA	OULAD TMIM	JAAFRA	13
			SIDI ABDELLAH	13
			SKOURA LHADRA	13
		SKHOUR	SIDI GHANEM	13
			SIDI MANSOUR	11
			SKHOUR RHAMNA	13
		LABRIKIYNE	SIDI ALI LABRAHLA	11
			OULAD HASSOUNE HAMRI	13
			LABRIKIYNE	13
		TNINE BOUCHANE	OULAD AAMER TIZMARINE	11
			AIT HAMMOU	13
			BOUCHANE	13
			AIT TALEB	13
ERRACHIDIA			ERRACHIDIA (M)	25
			ARFOUD (M)	13
			GOULMIMA (M)	13
			ER-RICH (M)	11
	ASSOUL	AIT-HANI	AIT-HANI	13

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
ERRACHIDIA (SUITE)		AMELLAGOU	AMELLAGOU	11
		ASSOUL	ASSOUL	13
	ARFOUD	ALNIF	M'SSICI	11
			H'SSYIA	13
			ALNIF	23
		AARAB SEBBAH-ZIZ	ES-SIFA	15
			AARAB SEBBAH ZIZ	15
		JORF	JORF (C.A)	13
			AARAB SEBBAH GHERIS	11
			FEZNA	11
	ER-RISSANI	ER-RISSANI	SIJELMASSA	23
			ER-RISSANI	11
			MOULAY ALI CHERIF (CA)	15
			ES-SFALAT	23
		ET-TAOUS	ET-TAOUS	11
			SIDI ALI	11
	ERRACHIDIA	AOUFOUS	AOUFOUS	13
			ER-RTEB	13
		BOUDNIB	BOUDNIB (C.A)	11
			OUED NAAM	11
		M'DAGHRA – LKHENG	CHORFA M'DAGHRA	13
			LKHENG	15
	GOULMIMA	AGHBALOU-N'KERDOUS.	AGHBALOU-N'KERDOUS	11
		GHERIS	GHERIS ES-SOUFLI	11
			GHERIS EL OULOUI	13
			TADIGHOUST	13
		MELAAB	MELAAB	13
		TINEJDAD	TINEJDAD (C.A)	11
			FERKLA ES-SOUFLA	13
			FERKLA EL OULIA	15
	IMILCHIL	AMOUGUER	AIT YAHYA	11
			AMOUGUER	11
		IMILCHIL	IMILCHIL	11
			BOU-AZMOU	11
		OUTERBAT	OUTERBAT	11
	ER-RICH	AIT IZDEG	GUERS TIAALLALINE	13
			EN-NZALA	11
			M'ZIZEL	11
			SIDI AAYAD	11
			ZAOUIAT SIDI HAMZA	11
		GOURRAMA	GUIR	11
			GOURRAMA	13
ESSAOUIRA			ESSAOUIRA (M)	25
	ESSAOUIRA	CHIADMA CHAMALIA	MZILATE	11
			SIDI M'HAMED OU MARZOUQ	11
			M'RAMER	11
			SIDI BOULAALAM	11
			SIDI AISSA REGRAGUI	11
			TAKATE	13
			OULAD M'RABET	11
			TAFETACHTE	11
			MEJJI	11
			KECHOULA	11

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
ESSAOUIRA (SUITE)		CHLADMA-JANOUBIA	MOULAY BOUZARQTOUNE	11
			OUNAGHA	11
			HAD DRA	13
			MESKALA	11
			MOUARID	11
			KORIMATE	13
			EL HANCHANE (CA)	11
			LAHSINATE	13
			AIT SAID	13
			LAGDADRA	13
		TALMEST	SIDI ISHAQ	13
			SIDI ALI EL KORATI	13
			AQUERMOUD	13
			TALMEST (CA)	11
			ZAOUIAT BEN HMIDA	11
			M'KHALIF	11
			SIDI ABDEL-JALIL	11
			SIDI LAAROUSSI	13
	TAMANAR	AIT DAOUD	AIT DAOUD (CA)	11
			ADAGHAS	11
			ASSAIS	11
			BOUZEMMOUR	11
			AGLIF	11
		BIZDAD	TAKOUCHT	11
			SIDI GHANEME	11
			EZZAOUITE	11
			TAHELOUANTE	11
			BIZDAD	11
		SMIMOU	SIDI KAOUKI	11
			AGUERD	11
			SIDI H'MAD OU HAMED	11
			TIDZI	11
			SIDI EL JAZOULI	11
			IMI-N'TLIT	13
			SMIMOU	11
			TAFEDNA	11
			SIDI AHMED ESSAYEH	11
			IDA OU AAZZA	11
		TAMANAR	TIMZGUIDA-OUFTAS	11
			AIT AISSI IHAHANE	11
			IDA OU KAZZOU	11
			IDA OU GUELLOUL	11
			SIDI HMAD OU M'BAREK	11
			IMGRADE	11
			TARGANTE	11
			TAMANAR (CA)	11
ES-SEMARA			ES-SEMARA (M)	23
	ES-SEMARA	JDIRIYA	JDIRIYA	11
		AMGALA	SIDI AHMED LAAROUSSI	11
			AMGALA	11
		HAOUZA	HAOUZA	11
		TIFARITI	TIFARITI	11
FIGUIG			FIGUIG (M)	15
			BOUARFA (M)	15
	BNI-TADJITE	BNI-TADJITE	BNI TADJITE	13
		BOUANANE	BOUANANE	13
		DOUIMNIAA	AIN CHOUATER	11

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
FIGUIG (SUITE)		TALSINT	BOUMERIEME	13
			TALSINT	13
			BOUCHAOUENE	13
	FIGUIG	BNI GUIL	BNI-GUIL	13
		ABBOU LAKHAL	ABBOU LAKHAL	11
		TENDRARA	MAATARKA	11
			TENDRARA	13
GUELMIM			GUELMIM (M)	25
	BOUIZAKARNE	BOUIZAKARNE	BOUIZAKARNE (CA)	11
			TAGANTE	11
			AIT BOUFOULEN	11
		IFRANE ATLAS-SAGHIR	IFRANE ATLAS SAGHIR	13
			TIMOULAY	11
		TAGHJIJT	TAGHJIJT	13
		ADAY	AMTDI	11
			ADAY	11
	GUELMIM	ASRIR	AFERKAT	11
			ASRIR	11
		FASK	TIGLIT	11
			FASK	11
		LAQSABI	RASS OUMLIL	11
			LABYAR	11
			ECHATEA EL ABIED	11
			TARGA WASSAY	11
			LAQSABI TAGOUST	11
			TALIOUINE ASSAKA	11
			ABAYNOU	11
IFRANE			AZROU (M)	25
			IFRANE (M)	13
		TIZGUITE	TIZGUITE	13
			DAYAT-AOUA	11
	AZROU	IRKLAOUEN	BEN SMIM	11
			TIGRIGRA	13
		TIMAHDITE	TIMAHDITE	11
		AIN-LEUH	AIN-LEUH	13
			OUED IFRANE	13
			SIDI EL MAKHFI	13
KENITRA			KENITRA OULED OUJIH (M)	25
			KENITRA MAAMORA (M)	31
			KENITRA SAKNIA (M)	35
			SIDI SLIMANE (M)	31
			SOUK EL ARBAA (M)	25
	KENITRA-BANLIEUE	BEN MANSOUR	MNASRA	23
			BENMANSOUR	25
		KENITRA-BAN-LIEUE	SIDI TAIBI	11
			HADDADA	13
			MEHDYA (C.A.)	11
		SIDI YAHIA EL-GHARB	SIDI YAHIA EL GHARB (CA)	23
			AMEUR SEFLIA	25
			OULED SLAMA	13
			MOGRANE	23
	SIDI SLIMANE	BOUMAIZ	OULED BEN HAMMADI	13
			BOUMAIZ	15

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
KENITRA (SUITE)		KCEIBYA	SFAFAA	13
			KCEIBYA	23
		DAR BEL AMRI	AZGHAR	13
			DAR BEL AMRI	23
		MSAADA	MSAADA	15
			OULED HCINE	23
	SOUKARBAA-EL GHARB	ARBAOUA	ARBAOUA	23
			OUED EL MAKHAZINE	13
		KARIAT BEN-AOUDA	KARIAT BEN AOUDA	15
			BENI MALEK	23
	SOUK TLET EL GHARB	SOUK TLET EL-GHARB	SIDI ALLAL TAZI	13
			SOUK TLET EL GHARB	23
		SIDI MOHAMED-LAHMAR	BAHHARA OULED AYAD	15
			SIDI MOHAMED LAHMAR	23
		LALLA MIMOUNA	MOULAY BOUSSELHAM	13
			LALLA MIMOUNA	15
		SIDI BOUBKER-EL HAJ	CHOUAFAA	13
			SIDI BOUBKER EL HAJ	13
KHEMISSET			KHEMISSET (M)	31
			ROMMANI (M)	13
			TIFLET (M)	25
	KHEMISSET	AIT MIMOUNE	AIT SIBERNE	13
			AIT MIMOUNE	13
		AIT OURIBEL	AIT OURIBEL	13
			MAJMAA TOLBA	13
		MASSAGHRA AIT YADINE	ELGANZRA	15
			AIT YADINE	15
			SFASSIF	13
		RHANDOR LAM-SADDER	SIDI ALLAL LAMSADDER	13
			SIDI EL RHANDOUR	15
	OULMES	MAAZIZ	HOUDERRANE	11
			MAAZIZ	13
			AIT IKKOU	13
		OULMES	BOUQACHMIR	11
			AIT ICHOU	11
			OULMES	15
		TIDDAS	TIDDAS	13
	ROMMANI	BRACHOUA	BRACHOUA	15
			MY DRISS AGHBAL	11
			JEMAAT MOULBLAD	11
		HAD LAGHOUALEM	LAGHOUALEM	13
		SIDI BETTACHE	SIDI BETTACHE	11
			BIR ENNASR	11
		MARCHOUCH	MARCHOUCH	13
			AIN SBIT	13
		EZZHILIGA	EZZHILIGA	23
	TIFLET	SIDI ABDERRAZAK	MQAM TOLBA	13
			SIDI ABDERRAZAK	13

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
KHEMISSET (SUITE)		SIDI ALLAL EL-BAHRAOUI	AIT MALEK	11
			SIDI ALLAL EL BAHRAOUI	13
			AIN JOHRA	11
			SIDI BOUKHALKHAL	13
		BNI AMEUR AIT-ZEKRI	AIT BELKACEM	11
			KHEMIS SIDI YAHYA	11
			AIT BOUYAHIA EL HAJJAMA	11
KHENIFRA			KHENIFRA (M)	31
			MIDELT (M)	25
	EL KBAB	AIT ISHAQ	OUAOUMANA	11
			AIT ISHAQ	15
		EL KBAB	EL KBAB	13
			TIGHASSALINE	11
			SIDI YAHYA OU SAAD	13
		KERROUCHEN	AIT SAADELLI	11
			KERROUCHEN	11
	KHENIFRA	AGUELMOUS	SIDI HCINE	11
			AGUELMOUS	25
		KAF NSOUR	SIDI AMAR	11
			SIDI LAMINE	15
		MOHA OU HAM-MOU ZAYANI	EL BORJ	13
			AGUELMAM AZEGZA	13
			LEHRI	13
			MOHA OU HAMMOU ZAYANI	25
		MOULAY BOU-AZZA	HAD BOUHSSOUSSEN	11
			MOULAY BOUAZZA	13
			SEBT AIT RAHOU	13
		M'RIRT	M'RIRT (C.A)	25
			OUM RABIA	15
			EL HAMMAM	23
	MIDELT	AIT OUFELLA	AIT IZDEG	13
			AIT AYACH	11
			MIBLADEN	11
			AMERSID	11
		BOUMIA	TANOURDI	11
			TIZI N'GHACHOU	11
			BOUMIA	11
			AGHBALOU	11
		ITZER	AIT BEN YACOUB	11
			ZAIDA	13
			ITZER	13
		TOUNFITE	ANEMZI	11
			AGOUDIM	11
			SIDI YAHIA OU YOUSSEF	11
			TOUNFITE	13
KHOURIBGA			KHOURIBGA (M)	35
			OUED ZEM (M)	31
			BEJAAD (M)	25
	BEJAAD	CHOUGRANE	ROUACHED	11
			CHOUGRANE	13
			TACHRAFAT	11
			AIN KAICHER	11
		OULAD YOUSSEF	BNI BATAOU	11
			BOUKHRISSE	11
			BNI ZRANTEL	11
			OULAD GOUAOUCH	11

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
KHOURIBGA (SUITE)	KHOURIBGA	BOUJNIBA	BNI YKHLEF	13
			BOUJNIBA (CA)	13
			BOULANOUARE	15
			BIR MEZOUI	13
			LAGFAF	13
		HATTANE	EL FOQRA	11
			HATTANE (CA)	13
			M'FASSIS	13
			OULAD ABDOUNE	13
			OULAD AZZOUZ	13
	OUED ZEM	BNI KHIRANE	AIT AMMAR	11
			OULAD FTATA	11
			LAGNADIZ	11
			OULAD BOUGHADI	13
		BNI SMIR	BNI SMIR	13
		SMAALA	KASBAT TROCH	11
			MAADNA	13
			OULAD FENNANE	13
			BRAKSA	11
			OULAD AISSA	11
LAAYOUNE			LAAYOUNE (M)	39
			TARFAYA (M)	11
			EL MARSA (M)	11
	TARFAYA	DAOURA	DAOURA	11
		EL HAGOUNIA	EL HAGOUNIA	11
		TARFAYA	AKHFENNIR	11
			TAH	11
	LAAYOUNE	BOUKRAA	BOUKRAA	11
		DCHEIRA	DCHEIRA	11
		FOUM EL OUED	FOUM EL OUED	11
LARACHE			KSAR-EL-KEBIR (M)	31
			LARACHE (M)	31
	KSAR-EL-KEBIR	LAOUAMRA	ZOUADA	15
			LAOUAMRA	23
		TATOFT	BOU-JEDYANE	13
			SOUK L'QOLLA	13
			TATOFT	13
		TOLBA	OULAD OUCHIH	13
			KSAR-BJIR	13
			SOUAKEN	13
			SOUK TOLBA	13
	LARACHE	BNI AROUSS	AYACHA	13
			BNI AROUSS	13
			TAZROUTE	11
		BNI GARFETT	BNI GARFETT	23
			ZAAROURA	13
		KHEMIS SAHEL	SAHEL	13
			RISSANA CHAMALIA	13
			RISSANA JANOUBIA	13
NADOR			NADOR (M)	31
			ZEGHANGHANE (M)	13
			BNI ANSAR (M)	23
			AL AAROUI (M)	23
			ZAIO (M)	15

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
NADOR (SUITE)	GUELAIA	BENI BOUIFROUR	BNI BOUIFROUR	13
			IHADDADENE	13
			IKSANE	15
		SELOUANE	SELOUANE	11
			BOUARG	13
		BENI CHIKER	IAAZZANENE	13
			BNI CHIKER	23
		BENI SIDEL	BNI SIDEL JBEL	13
			BNI SIDEL-LOUTA	13
		MAZZOUJA	FARKHANA	23
	LOUTA	BNI BOU YAHIA	HASSI-BERKANE	13
			AFSOU	11
			TIZTOUTINE	13
			BNI OUKIL OULAD M'HAND	11
		KABDANA	AREKMANE	23
			AL BARKANYENE	11
		OULED SETTOUT	OULAD SETTOUT	23
		RAS EL MA	OULAD DAOUD ZKHANINE	11
			RAS-EL-MA	13
	RIF	BNI OULICHEK	TALILIT	13
			BEN TAIEB	13
			OUARDANA	11
			M'HAJER	13
		BNI TOUZINE	MIDAR	15
			IFERNI	15
			TAFERSIT	13
			AZLAF	11
			TSAFT	13
		IJERMAOUAS	IJERMAOUAS	23
		TEMSAMANE	OULAD AMGHAR	11
			BOUDINAR	15
			BNI MARGHNINE	13
			TEMSAMANE	23
		TROUGOUT	TROUGOUT	15
	DRIOUCH	DRIOUCH	DRIOUCH	23
		AIN-ZOHRA	AIN-ZOHRA	13
			OULAD BOUBKER	13
		BNI SAID	DAR-EL-KEBDANI	15
			TAZAGHINE	13
			AMEJJAOU	13
			AIT-MAIT	13
OUARZAZATE			OUARZAZATE (M)	23
			ZAGORA (M)	23
			TINGHIR (M)	23
	BOUMALNE-DADES	BOUMALNE-DADES	AIT SEDRATE JBEL SOUFLA	11
			AIT SEDRATE JBEL EL OULIA	11
			BOUMALNE-DADES (CA)	11
			AIT YOUL	11
		EL KELAAT-M'GOUNA	AIT SEDRATE SAHL CHARKIA	13
			AIT SEDRATE SAHL EL-GHARBIA.	13
			KALAAT M'GOUNA (CA)	11
			AIT OUASSIF	11
			IGHIL N'OUMGOUN	15
			SOUK LAKHMIS DADES	15

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
OUARZAZATE (SUITE)		IKNIOUEN	AIT EL FARSI	11
			IKNIOUEN	13
		M'SEMRIR	M'SEMRIR	11
			TILMI	11
		TOUDGHA	IMIDER	11
			OUAKLIM	11
			TAGHZOUTE N'AIT ATTA	13
			TOUDGHA EL OULIA	11
			TOUDGHA ES SOUFLA	13
	AMERZGANE	AMERZGANE	AMERZGANE	13
			AIT ZINEB	13
		TELOUET	TELOUET	13
		IGHREM N'OUGDAL	IGHREM N'OUGDAL	13
			SOUR	13
		TAZNAKHT	SIROUA	11
			TAZNAKHT (C.A)	11
			OUISSELSATE	15
			KHOUZAMA	11
			ASDIF	13
	OUARZAZATE	AHL OUARZAZATE	TARMIGT	15
		SKOURA	IDELSANE	13
			SKOURA AHL EL OUST	23
		MOGHRANE	TOUNDOUTE	13
			GHASSATE	13
			IMI-N'OULAOUNE	23
	ZAGORA	AGDZ	AGDZ (C.A)	11
			AFELLA N'DRA	11
			MEZGUITA	11
			TANSIFTE	13
			TAMEZMOUTE	11
			OULAD YAHIA LAGRAIRE	11
			AFRA	11
		M'HAMID	M'HAMID EL GHIZLANE	13
		TAGOUNITE	TAGOUNITE	15
			KTAOUA	13
		TAZARINE	N'KOB	11
			AIT OUALLAL	11
			TAGHBALTE	11
			AIT BOUDAOUD	11
			TAZARINE	13
		TINZOULINE	TAFTECHNA	11
			BNI ZOLI	15
			FEZOUATA	11
			TAMEGROUTE	15
			BOUZEROUAL	11
			TINZOULINE	13
			BLEIDA	11
			ERROUHA	11
			TERNATA	13
OUED-ED-DAHAB			DAKHLA (M)	23
			LAGOUIRA (M)	21
	EL ARGOUB	EL ARGOUB	EL ARGOUB	11
		IMLILI	IMLILI	11
	BIR ANZARANE	BIR ANZARANE	BIR ANZARANE	11
		GLEIBAT EL FOULA	GLEIBAT EL FOULA	11
		OUM DREYGA	OUM DREYGA	11
		MIJIK	MIJIK	11
	BIR GANDOUZ	BIR GANDOUZ	BIR GANDOUZ	11
	AOUSSERD	AOUSSERD	AOUSSERD	11
		AGHOUINITE	AGHOUINITE	11
		ZOUG	ZOUG	11
		TICHLA	TICHLA	11
OUJDA			OUJDA SIDI ZIANE (M)	31
			SIDI DRISS EL QADI (M)	31
			OUAD ENNACHEF SIDI-MAAFA (M)	31
			BERKANE (M)	31
			AHFIR (M)	23
			SAIDIA (M)	11
			JRADA (M)	25
			TAOURIRT (M)	25
	BERKANE	AKLIM	AKLIM (C.A)	11
			CHOUIHIYA	23
			BOUGHRIBA	23
		AIN ERREGGADA	AIN ERREGGADA (C.A)	11
			FEZOUANE	13
			AGHBAL	13
		BENI ATTIG	SIDI SLIMANE ECH-CHERRAA (C.A)	13
			ZEGZEL	23
		MADAGH	LAATAMNA	13
			MADAGH	13
		TAFOUGHALT	RISLANE	13
			SIDI BOUHRIA	11
			TAFOUGHALT	11
	JERADA	AIN BNI MATHAR	AIN BNI MATHAR (C.A)	11
			BNI MATHAR	11
			OULAD GHZIYEL	11
			MRIJA	11
			OULAD SIDI ABDELHAKEM	11
		BNI YAALA	LAAOUINATE	11
			GUENFOUDA	11
		GAFAIT	GAFAIT	11
			LEBKHATA	11
	OUJDA BANLIEUE	BNI DRAR	AIN SFA	11
			BNI DRAR (C.A)	11
			BNI KHALED	13
			BSARA	11
		NEIMA	MESTFERKI	11
			SIDI BOULENOUAR	11
			NEIMA (C.A)	11
			SIDI MOUSSA LEMHAYA	11
		SIDI YAHIA	SIDI YAHIA (C.A)	11
			AHL ANGAD	13
			ISLY	11
		TOUISSIT	TIOULI	13
			TOUISSIT (C.A)	11
			RAS ASFOUR	11
			SIDI BOUBKER	11
	TAOURIRT	DEBDOU	DEBDOU (C.A)	11
			SIDI ALI BELQUASSEM	13
			EL ATEF	11
			OULAD M'HAMMED	11
			SIDI LAHSEN	13

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
OUJDA (SUITE)		EL AIOUN	EL AIOUN SIDI MEL-LOUK (C.A)	23
			AIN LEHJER	13
			MECHRAA HAMMADI	13
			MESTEGMER	11
			TANCHERFI	13
		AHL-TAOURIRT	AHL OUAD ZA	15
			GTETER	11
			MELG EL OUIDANE	11
SAFI			ASFI-BOUDHEB (M)	31
			ASFI-ZAOUIA (M)	31
			ASFI-BIYADA (M)	31
			YOUSSOUFIA(M)	25
	ABDA	EL AMEUR	LAMRASLA	15
			SIDI ETTIJI	15
			BOUGUEDRA	23
		HAD LABKHATI	LAHDAR	13
			LABKHATI	15
			LAMSABIH	13
			EL GOURAANI	13
		JEMAAT SHAIM	JAMAAT SHAIM (C.A)	13
			SIDI AISSA	13
	AHMAR	ECHEMMAIA	ECHEMMAIA (C.A)	13
			ATIAMIM	11
			JDOUR	15
			JNANE BOUIH	23
		RAS EL AIN	LAKHOUALQA	15
			RAS EL AIN	23
		SIDI CHIKER	SIDI CHIKER	23
			IGHOUD	23
		EL GANTOUR	ESBIAAT	15
			EL GANTOUR	23
	HRARA	MOUL EL BER-GUI	MOUL EL BERGUI	13
			DAR SI AISSA	13
		SOUK AYIR	EL BEDDOUZA	13
			AYIR	15
		HAD HRARA	HRARA	23
	GZOULA	GZOULA	KHATAZAKANE	15
			SEBT GZOULA (C.A)	11
			OULED SALMANE	23
			SAADLA	13
		KHEMIS NAGGA	LAAMAMRA	15
			NAGGA	23
		EL GHIATE	LAMAACHATE	13
			ATOUABET	13
			EL GHIATE	23
SETTAT			SETTAT (M)	31
			BERRECHID (M)	25
			EL GARA (M)	13
			BEN AHMED (M)	23
	BEN AHMED	MAARIF OULAD M'HAMMED	LOULAD (C.A)	11
			N'KHILA	11
			LAKHZAZRA	13
			M'GARTO	11
			SIDI DAHBI	13
			OULED M'HAMED	13

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
SETTAT (SUITE)		MLAL	AIN DORBANE	13
			LAHLAF M'ZAB	13
			BOUGUARGOUH	13
			SIDI ABDELKRIM	13
		OULAD M'RAH	MRIZIGUE	13
			OULAD M'RAH (C.A)	13
			MNIAA	13
			SIDI HAJJAJ	13
			SGAMNA	13
			OULAD FARES	13
		RAS EL AIN	OULAD CHBANA	11
			OUED NAANAA	13
			RAS EL AIN CHAOUIA	13
	BERRECHID	SIDI EL MEKKI	LAHSASNA	11
			SIDI EL MEKKI	13
		MDAKRA JA-NOUBIA	OULAD CEBBAH	11
			OULAD ZIDANE	11
		OULAD ABBOU	OULAD ABBOU (C.A)	13
			ZAOUIAT SIDI BEN HAMDOUN	13
			LAGHNIMYINE	15
			BEN MAACHOU	13
			SIDI ABDELKHALEQ	11
		OULAD HARRIZ-CHARQUIA	DEROUA	13
			KASBAT BEN MCHICH	13
			JAQMA	13
			LAMBARKIYINE	11
			RIAH	11
			FOQRA OULAD AAMEUR	11
		OULAD HARRIZ-GHARBIA	LAKHIAITA	13
			SAHEL OULAD H'RIZ	15
			SOUALEM	13
			SIDI RAHAL CHATAI	13
	EL BOROUJ	BNI MESKINE – CHARQUIA	OULAD FARES EL HALLA	11
			OULAD BOUALI NOUAJA	13
			EL BOROUJ (C.A)	13
			MESKOURA	11
			OULAD AMER	11
			LAQRAQRA	13
		BNI MESKINE – GHARBIA	BNI KHLOUG	13
			SIDI BOUMEHDI	11
			SIDI AHMED EL KHADIR	13
			DAR CHAFFAI	13
			AIN BLAL	11
			OULAD FREIHA	11
	SETTAT	MZAMZA	AIN NZAGH	23
			TAMADROUST	13
			SIDI EL AIDI	13
		OULAD BEN-DAOUD	BNI YAGRINE	13
			GUISSER	13
			RIMA	13
			OULAD SGHIR	11
			OULAD AAFIF	11
		OULAD BOUZIRI	MAGHRAA BEN ABBOU	11
			SIDI MOHAMMED BEN RAHAL	13
			TOUALET	13
		OULAD SAID	MZOURA	13
			KHEMISSET CHAOUIA	11
			GDANA	13
			OULAD SAID	13
			LAHOUAZA	11
	SIDI KACEM		SIDI KACEM (M)	31
			OUEZZANE (M)	25
			MECHRA BEL KSIRI (M)	23
	HAD KOURT	AIN DFALI	BNI OUAL	13
			AIN DFALI	23

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
SIDI-KACEM (SUITE)		HAD KOURT	HAD KOURT (C.A.)	11
			MOULAY ABDELKADER	13
			SIDI AZZOUZ	15
		SIDI AMEUR AL-HADI	SIDI AHMED BENAISSA	13
			SIDI AMEUR AL HADI	13
		JORF EL MELHA	JORF EL MELHA (C.A.)	11
			LAMRABIH	23
		KHNICHET	SIDI M'HAMED CHELH	11
			OULAD NOUEL	13
			TAOUGHILT	13
			KHNICHET	15
	MECHRA-BEL-KSIRI	NOUIRATE	NOUIRATE	23
		DAR GUEDDARI	DAR GUEDDARI	23
			SIDI AL KAMEL	23
		AL HAOUAFATE	AL HAOUAFATE	15
			SEFSAF	23
			DAR LAASLOUJI	23
	SIDI -KACEM	ZIRARA	BAB TIOUKA	11
			ZIRARA	13
		ZAGGOTA TEKNA	ZAGGOTA	13
			SELFAT	13
			TEKNA	11
			BIR TALEB	13
			CHBANATE	13
	OUEZZANE	MZEFROUNE	MZEFROUNE	13
			MASMOUDA	23
		SIDI REDOUANE	BNI QUOLLA	15
			SIDI REDOUANE	23
		TEROUAL	OUNNANA	13
			LAMJAARA	13
			TEROUAL	13
			ZGHIRA	13
		SIDI BOUSBER	SIDI AHMED CHERIF	13
			SIDI BOUSBER	13
TANGER			TANGER MEDINA (M)	31
			TANGER BOUGHAZ (M)	35
			TANGER CHARF (M)	31
			BNI MAKADA (M)	31
			ASSILAH (M)	23
	ASSILAH	DAR CHAOUI	DAR CHAOUI	11
			AL MANZLA	11
			AZZINATE	11
		GHARBIA	AQUOUASS BRIECH	11
			LKHALOUA	15
		SIDI LYAMANI	SAHEL CHAMALI	11
			SIDI LYAMANI	13
	FAHS	GUEZNAIA	LAAOUAMA	11
			BOUKHALEF	23
		MALLOUSA	AL BAHRAOUYNE	11
			KSAR SGHIR	13
			MALLOUSSA	13

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
TAN-TAN			TAN-TAN (M)	25
	TAN-TAN	BEN KHLIL	BEN KHLIL	11
		ELOUATIA	ELOUATIA (CA)	11
		CHBIKA	CHBIKA	11
		ABTEH	ABTEH	11
	MSIED	MSIED	MSIED	11
		TILEMZOUN	TILEMZOUN	11
TAOUNATE			TAOUNATE (M)	15
			KARIA BA MOHAMED (M)	13
	KARIA BA-MOHAMED	CHRAGA	BOUCHABEL	15
			JBABRA	23
			SIDI EL ABED	13
			LOULJA	15
		BNI SENOUS-FECHTALA	MOULAY ABDELKRIM	13
			BNI SNOUS	13
			MOULAY BOUCHTA	23
		OULAD AISSA-HJAOUA	MKANSA	23
			RHOUAZI	23
	RHAFSAI	OURTZARH	GALAZ	23
			OURTZARH	15
		RHAFSAI	SIDI HAJ M'HAMED	11
			RATBA	13
			RHAFSAI (C.A.)	11
			EL BIBANE	11
			OUDKA	11
			SIDI YAHIA BNI ZEROUAL	13
			SIDI MOKHFI	11
			TIMEZGANA	13
		TAFRANT	KISSANE	15
			TABOUDA	13
			TAFRANT	13
	TAOUNATE	AIN-MEDIOUNA	AIN-MEDIOUNA	23
		BNI OULID	BNI OULID	13
			BOUADEL	13
		BOUHOUDA	BOUHOUDA	23
			ZRIZER	11
			KHLALFA	13
		MEZRAOUA-RGHIOUA	RGHIOUA	11
			MEZRAOUA	13
		THAR ES-SOUK	THAR ES SOUK (C.A.)	11
			TAMEDIT	23
			BNI OUNJEL TAFRAOUT	13
			FENNASSA BAB EL HIT	13
	TISSA	OULAD ALIANE	EL BSABSA	13
			OUED JEMAA	13
			RAS EL OUED	23
			TISSA (C.A.)	11
			SIDI M'HAMED BEN-LAHCEN	23
		AIN AICHA	AIN MAATOUF	13
			AIN AICHA	23
		BOUAROUSS	OULAD DAOUD	13
			BOUAROUSS	23

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
TAOUNATE (SUITE)		OULAD RIYAB	AIN LEGDAH	13
			OULAD AYYAD	13
			MESSASSA	13
			OUTABOUABANE	13
TAROU-DANNT			TAROUDANNT (M)	25
			OULAD TEIMA (M)	23
	IRHERM	AIT ABDELLAH	SIDI MZAL	11
			AIT ABDALLAH	11
			TOUFELAAZT	11
			TABIA	11
			TOUMLILINE	11
		IRHERM	IMAOUEN	11
			TINDINE	11
			SIDI BOAAL	11
			IRHERM (C.A.)	11
			AMALOU	11
			TATAOUTE	11
		ADAR	AZAGHAR N'IRS	11
			TISFANE	11
			NIHIT	11
			OUALQADI	11
			IMI N'TAYART	11
			ADAR	11
	OULAD TEIMA	ARGANA	ARGANA	11
			BIGOUDINE	11
			TALMAKANTE	11
			IMILMAISS	11
		AIN CHAIB	SIDI BOUMOUSSA	11
			ISSEN	13
			SIDI AHMED OU AMAR	13
			LAGFIFAT	15
			SIDI MOUSSA LHAMRI	13
			EDDIR	11
		GUERDANE	ASSADS	11
			TIDSI-NISSENDALENE	11
			EL KOUDIA EL BEIDA	15
			EL GUERDANE (C.A.)	11
			LAKHNAFIF	11
			MACHRAA EL AIN	11
			LAMHADI	11
			AHL RAMEL	11
	TAROUDANNT	AHMAR	IDA OU MOUMEN	11
			AHMAR LAGLALCHA	13
			TAMALOUKTE	11
			IMOULASS	13
			AIT MAKHLOUF	11
			TAFRAOUTEN	13
			ZAOUIA SIDI TAHAR	11
			LAMNIZLA	11
		FREIJA	AIT IAAZA (C.A.)	11
			SIDI DAHMANE	11
			SIDI BORJA	11
			FREIJA	11
			TAZEMMOURT	11
			BOUNRAR	11
			TIOUT	11
			SIDI AHMED OU ABDALLAH	11
			AIT IGAS	11
		OULAD BERHIL	OULAD AISSA	11
			IGLI	11
			ARAZANE	11
			TOUGHMART	13
			IGOUDAR MNABHA	11
			IDA OU GAILAL	11
			OULAD BERHIL (C.A.)	11
			TINZART	11
			LAMHARA	11

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
TAROU-DANNT (SUITE)		TAFINGOULT	SIDI ABDELLAH OU SAID	11
			TALGJOUNT	11
			TIZI N'TEST	11
			OUNEINE	11
			TAFINGOULT	11
			SIDI OUAAZIZ	11
			TIGOUGA	11
		AOULOUZ	AOULOUZ	13
			IDA-OUGOUMMAD	11
			EL FAID	13
			TISRASSE	11
			OUZIOUA	11
			ASSAKI	11
	TALIOUINE	ASKAOUEN	TOUBKAL	11
			AHL TIFNOUTE	11
			IGUIDI	11
			TAOUYALTE	11
			ASKAOUEN	11
		TALIOUINE	AZRAR	11
			AGADIR MELLOUL	11
			TALIOUINE (C.A.)	11
			TIZGZAOUINE	11
			SIDI HSAINE	11
			TASSOUSFI	11
			ASSAISSE	11
			ZAGMOUZEN	11
TATA			TATA (M)	13
	AKKA	AKKA	AIT OUABELLI	11
			KASBAT SIDI ABDELLAH-BEN M'BAREK	11
			AKKA (C.A.)	11
			TIZOUNINE	11
		FAM EL HISN	FAM EL HISN (C.A.)	11
			TAMANARTE	13
	TATA	ADIS	OUM EL GUERDANE	11
			ADIS	11
			TIGZMERTE	11
		TAGMOUT	TAGMOUT	11
		ISSAFEN	TIZAGHTE	11
			ISSAFEN	11
	FOUM ZGUID	AKKA IGHANE	AGUINANE	11
			IBN YACOUB	11
			AKKA-IGHANE	11
		FOUM ZGUID	TLITE	11
			ALLOUGOUM	11
			FOUM-ZGUID (C.A.)	13
		TISSINT	TISSINT	13
TAZA			TAZA AL OULYA (M)	25
			TAZA EL JADIDA (M)	31
			GUERCIF (M)	23
			TAHLA (M)	13
	AKNOUL	AJDIR	BOURD	13
			AJDIR	15
		AKNOUL	GZENAYA AL JANOUBIA	13
			AKNOUL (C.A.)	11
			JBARNA	11

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
TAZA(SUITE)		TIZI OUASLI	SIDI ALI BOURAKBA	13
			TIZI OUASLI	13
		MAZGUITAM	OULAD BOURIMA	11
			MAZGUITAM	13
	GUERCIF	BARKINE	RAS LAKSAR	13
			ASSEBBAB	11
			BARKINE	13
		TADDART	HOUARA OULAD RAHO	13
			TADDART	23
		LAMRIJA	LAMRIJA	13
		SAKA	SAKA	23
	TAHLA	BOUZEMLANE	AIT SAGHROUCHEN	23
		MAGHRAOUA	MAGHRAOUA	13
		BOUYABLANE	TAZARINE	11
			BOUYABLANE	11
		BNI OUARAIN-AL GHARBIA	MATMATA	13
			SMIA	13
		ZRARDA	ZRARDA	13
	TAINASTE	BAB EL MROUJ	BNI FTAH	15
			TRAIBA	13
			TAIFA	13
		KAF EL GHAR	KAF EL GHAR	13
		MSILA	MSILA	13
			BRARHA	13
		TAINASTE	EL GOUZATE	13
			TAINASTE	13
	TAZA	BAB MARZOUKA	BAB BOUDIR	11
			BAB MARZOUKA	23
			GALDAMANE	23
		MEKNASSA	MEKNASSA AL GHARBIA	11
			MEKNASSA ACHARQIA	13
		BNI LENT	BNI LENT	15
			OULAD CHRIF	13
	OUAD AMLIL	OULAD ZBAIR	OULAD ZBAIR	23
		OUAD AMLIL	BOUHLOU	13
			BOUCHFAA	13
			OUAD AMLIL (C.A)	11
			GHIATA AL GHARBIA	23
		BNI FRASSEN	RBAA EL FOUKI	13
			BNI FRASSEN	25
TETOUAN			TETOUAN SIDI AL MANDRI(M)	35
			TETOUAN AL AZHAR(M)	35
			MARTIL (M)	13
	JEBALA	ANJRA	AIN LAHSAN	11
			JOUAMAA	11
			ANJRA	13
			SOUK KDIM	11
		JBEL LAHBIB	JBEL LAHBIB	11
			BNI HARCHEN	11
		M'DIQ	M'DIQ (C.A)	11
			MALLALIENNE	13
			ALLYENE	11
			SADDINA	11

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
TETOUAN (SUITE)		FNIDQ	FNIDQ (C.A)	15
			KSAR EL MAJAZ	11
			TAGHRAMT	15
	TETOUAN	BNI HASSAN	BNI LEIT	11
			AL HAMRA	11
			AL OUED	13
			OULAD ALI MANSOUR	11
		BNI KARRICH	BNI IDDER	11
			SAHTRYINE	11
			BGHAGHZA	11
			AL KHARROUB	11
			ZAITOUNE	11
			AZLA	11
			ZINAT	11
			DAR BNI KARRICH	11
		BNI SAID	OUED LAOU (C.A)	11
			BNI SAID	11
			ZAOUIAT SIDI KACEM	13
TIZNIT			SIDI IFNI (M)	23
			TIZNIT (M)	23
	IFNI	MESTI	MESTI	11
			SBOUYA	13
			IMI-N'FAST	11
			TNINE AMELLOU	11
			TANGARFA	11
		MIRLEFT	ARBAA AIT ABDELLAH	11
			TIOUGHZA	13
			MIRLEFT	11
	TAFRAOUT	TAFRAOUT	TAFRAOUT (C.A)	11
			AMMELNE	11
			TARSOUAT	11
			TASSRIRT	11
		AFELLA IGHIR	AFELLA IGHIR	11
		HAD TAHALA	IRIGH N'TAHALA	11
			AIT OUAFQA	11
	ANEZI	ANEZI	TNINE ADAY	11
			TAFRAOUT EL MOULOUD	11
			ANZI	11
			TIGHMI	13
		ARBAA AIT-AHMED	ARBAA AIT AHMED	13
		IDA OU GOU-GMAR	TIZOUGHRANE	13
			AIT ISSAFEN	11
			IDA OU GOUGMAR	13
		ZAOUIA SIDI AHMED-OU MOUSSA	SIDI AHMED OU MOUSSA	11
	LAKHSAS	LAKHSAS	SIDI M'BARK	13
			LAKHSAS (C.A)	11
			SIDI H'SAINE OU ALI	11
		AIT ERKHA	AIT ERKHA	11
			SIDI ABDALLAH OU BELAID	11
		TIGHIRT	BOUTROUCH	11
			IBDAR	11
			TIGHIRT	11
			SEBT ENNABOUR	11
			ANFEG	11

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

PROVINCES ou préfectures	CERCLES	CAIDATS	COMMUNES URBAINES et rurales	NOMBRE de conseillers
TIZNIT (SUITE)	TIZNIT	ARBAA RAS-MOUKA	ARBAA RASMOUKA	11
			EL MAADER - EL HAJIR	13
		OULAD JERRAR	REGGADA	15
			SIDI BOUABDELLI	13
			BOUNAAMANE	13
			OUIJJANE	13
			TININE AGLOU	13
			ARBAA SAHEL	15

Décret n° 2-92-359 du 19 kaada 1412 (22 mai 1992) approuvant l'accord de prêt à l'ajustement structurel portant sur un montant équivalent à 275 millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique, conclu le 26 chaoual 1412 (30 avril 1992) entre le Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi de finances pour l'année 1992 n° 38-91 promulguée par dahir n° 1-91-321 du 23 joumada II 1412 (30 décembre 1991) ;

Vu le paragraphe I de l'article 41 de la loi de finances pour l'année 1982 n° 26-81 promulguée par le dahir n° 1-81-425 du 5 rebia I 1402 (1er janvier 1982) ;

Sur proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvé, tel qu'il est annexé à l'original du présent décret, l'accord de prêt à l'ajustement structurel d'un montant équivalent à 275.000.000 de dollars des Etats-Unis d'Amérique, conclu le 26 chaoual 1412 (30 avril 1992) entre le Royaume du Maroc et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

ART. 2. – Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 19 kaada 1412 (22 mai 1992).

Dr AZEDDINE LARAKI.

Pour contreseing :
Le ministre des finances,
MOHAMED BERRADA.

Décret n° 2-92-363 du 30 kaada 1412 (2 juin 1992) approuvant l'accord de financement de 21.382.042,00 $ conclu le 24 moharrem 1412 (6 août 1991) entre le gouvernement du Royaume du Maroc, Private Export Funding Corporation et Export Import Bank of the United States pour le financement de l'acquisition, l'installation, la vérification et la mise en service du système automatique de contrôle de la navigation aérienne du Maroc.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la loi de finances pour l'année 1991 n° 56-90 promulguée par le dahir n° 1-90-194 du 13 joumada II 1411 (31 décembre 1990), notamment son article 12 ;

Vu l'article 41 de la loi de finances pour l'année 1982 promulguée par le dahir n° 1-81-425 du 5 rebia I 1402 (1er janvier 1982) ;

Sur proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Est approuvé, tel qu'il est annexé à l'original du présent décret, l'accord de financement de 21.382.042,00 $ conclu le 24 moharrem 1412 (6 août 1991) entre le gouvernement du Royaume du Maroc, Private Export Funding Corporation et Export Import Bank of the United States pour le financement de l'acquisition, l'installation, la vérification et la mise en service du système automatique de contrôle de la navigation aérienne du Maroc.

ART. 2. – Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 30 kaada 1412 (2 juin 1992).

Dr AZEDDINE LARAKI.

Pour contreseing :
Le ministre des finances,
MOHAMED BERRADA.

Décret n° 2-92-438 du 15 hija 1412 (17 juin 1992) complétant le décret n° 2-63-401 du 6 joumada II 1383 (25 octobre 1963) reconnaissant les sociétés de classification habilitées à apposer les marques de franc-bord sur les navires marocains.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu l'annexe I du dahir du 28 joumada II 1337 (31 mars 1919) formant code de commerce maritime, tel qu'il a été modifié et complété notamment par le dahir n° 1-58-220 du 5 kaada 1378 (13 mai 1959), notamment son article 37 *bis* ;

Vu le décret n° 2-63-401 du 6 joumada II 1383 (25 octobre 1963) reconnaissant les sociétés de classification habilitées à apposer les marques de franc-bord sur les navires marocains, tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2-75-356 du 1er rejeb 1395 (11 juillet 1975) ;

Sur proposition du ministre des pêches maritimes et de la marine marchande,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Le 1er alinéa de l'article premier du décret n° 2-63-401 du 6 joumada II 1383 (25 octobre 1963) susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« *Article premier (1er alinéa).* – Sont reconnues les sociétés de « classification désignées ci-après :

« Le « Bureau Véritas » ;
« Le « Lloyd's Register of Shiping » ;
« L' « American Bureau of Shiping » ;
« Le « Germanischer Lloyd » ;
« Le « Det Norske Veritas » ;
« Le « Nippon Kaiji Kyokai » ;
« Le « Registo Italiano Navale ». »

ART. 2. – Le ministre des pêches maritimes et de la marine marchande est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 15 hija 1412 (17 juin 1992).

Dr AZEDDINE LARAKI.

Pour contreseing :
Le ministre des pêches maritimes et de la marine marchande,
BENSALEM SMILI.

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

Décret n° 2-92-190 du 17 hija 1412 (19 juin 1992) autorisant le Laboratoire public d'essais et d'études (L. P. E. E.) à participer au capital d'une société de mesures, d'analyses et de contrôles liés à l'environnement.

LE PREMIER MINISTRE,

Vu l'article 8 de la loi n° 39-89 autorisant le transfert d'entreprises publiques au secteur privé, promulguee par le dahir n° 1-90-01 du 15 ramadan 1410 (11 avril 1990),

Exposé des motifs :

La complexité croissante des problèmes liés à l'environnement et l'intérêt qu'accordent les pouvoirs publics à ces problèmes nécessitent la mobilisation de technologies de plus en plus sophistiquées et de moyens financiers très importants à rentabilité financière à long terme, en vue de la realisation d'une mission qui peut être caractérisée de service public eu égard à son obligation de régularité et d'impartialité.

Cet objectif peut être atteint par la création de laboratoires spécialisés dans l'observation, l'analyse et le suivi des paramètres qui caractérisent la qualite de l'environnement et de créer, au moyen de tels laboratoires, un pôle de recherche appliquée de très grande utilité notamment pour le secteur de l'eau potable, le traitement des eaux usées, des ordures ménagères et des déchets industriels et la dépollution atmosphérique.

Dans ce cadre, le laboratoire public d'essais et d'études (L. P. E. E.) envisage de s'associer avec la Lyonnaise des eaux Dumez pour la création d'un laboratoire spécialisé dans les mesures, analyses et études liées à l'environnement et dont l'activité serait de nature à aider aussi bien les organismes publics que privés à assurer la préservation et la protection de l'environnement.

Le développement des projets régionaux de protection de l'environnement, au niveau de la méditerranée, permettra en outre au futur laboratoire d'intervenir même au niveau des pays de la région et notamment ceux du maghreb et de contribuer à l'économie de devises puisque la quasi-totalité des études sur l'environnement est actuellement sous-traitée par des laboratoires étrangers.

La concrétisation de ce projet, à la suite des conclusions favorables de l'étude de faisabilité de création d'un laboratoire des sciences de l'environnement, nécessite la mise en place d'une structure juridique autonome associant dans une première étape, le laboratoire public d'essais et d'études à la Lyonnaise des eaux Dumez, sous forme d'une société anonyme de droit privé marocain ayant pour objet les sciences de l'environnement.

Sur proposition du ministre chargé de la mise en œuvre des transferts du secteur public au secteur privé,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Le Laboratoire public d'essais et d'études (L. P. E. E.) est autorisé à participer, à hauteur de 55% au maximum, au capital social d'une société anonyme de droit privé marocain ayant pour objet les mesures, analyses et contrôles liés à l'environnement.

ART. 2. – Le ministre des travaux publics, de la formation professionnelle et de la formation des cadres et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 17 hija 1412 (19 juin 1992).

Dr AZEDDINE LARAKI.

Pour contreseing :
Le ministre des travaux publics, de la formation professionnelle et de la formation des cadres,
MOHAMED KABBAJ

Le ministre des finances,
MOHAMED BERRADA

Décret n° 2-92-439 du 17 hija 1412 (19 juin 1992) accordant la garantie de l'Etat aux emprunts à émettre par le fonds d'équipement communal à concurrence d'un montant nominal maximum de six cent millions de dirhams (600.000.000 DH).

LE PREMIER MINISTRE,

Vu le dahir n° 1-59-169 du 6 hija 1378 (13 juin 1959) portant création d'un Fonds d'équipement communal, notamment son article 3 ;

Sur proposition du ministre des finances,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Dans la limite d'un montant maximum de six cent millions de dirhams (600.000.000 DH), la garantie de l'Etat est accordée aux emprunts du Fonds d'équipement communal à emettre avec l'autorisation du ministre des finances et ce dans le but de procurer à cet établissement les ressources nécessaires au financement de ses operations de crédit.

ART. 2. – Ces emprunts pourront être réalisés sous toutes formes et notamment sous forme de bons et d'obligations, ces divers titres étant placés ou non dans le public.

ART. 3. – L'intérêt et l'amortissement de ces emprunts seront garantis par l'Etat, la garantie étant attachée au titre et le suivant en quelques mains qu'il passe.

ART. 4. – Les conditions et les modalités de ces emprunts seront fixées par arrêtés du ministre des finances.

ART. 5. – Le ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 17 hija 1412 (19 juin 1992).

Dr AZEDDINE LARAKI.

Pour contreseing :
Le ministre des finances,
MOHAMED BERRADA.

Arrêté du ministre de l'intérieur n° 874-92 du 28 hija 1412 (30 juin 1992) créant les circonscriptions électorales en vue de l'élection des membres des conseils communaux.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu la loi n° 12-92 relative à l'établissement et à la révision des listes électorales générales et à l'organisation des élections des conseils communaux, promulguée par le dahir n° 1-92-90 du 9 hija 1412 (11 juin 1992), notamment son article 27 ;

Vu le décret n° 2-92-468 du 28 hija 1412 (30 juin 1992) fixant la liste des cercles, des caïdats et des communes urbaines et rurales du Royaume ainsi que le nombre de conseillers à élire dans chaque commune,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Sont créées et délimitées, conformément aux listes et cartes annexées à l'original du présent arrêté, les circonscriptions électorales des communes urbaines et rurales du Royaume figurant sur la liste annexée au décret susvisé n° 2-92-468 du 28 hija 1412 (30 juin 1992).

ART. 2. – Le présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel*, abroge et remplace l'arrêté n° 569-83 du 20 rejeb 1403 (4 mai 1983) créant les circonscriptions électorales en vue de l'élection des membres des conseils communaux.

Rabat, le 28 hija 1412 (30 juin 1992).

DRISS BASRI.

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

Arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 894-92 du 23 kaada 1412 (26 mai 1992) fixant le régime de commercialisation des céréales et des légumineuses de la récolte 1992.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE,

Vu le décret n° 2-72-369 du 1er joumada I 1393 (13 juin 1972) portant délégation de pouvoirs au ministre de l'agriculture et de la réforme agraire ;

Vu le décret n° 2-74-110 du 5 safar 1394 (23 février 1974) portant délégation de pouvoirs au ministre de l'agriculture et de la réforme agraire ;

Vu le décret n° 2-86-662 du 9 safar 1407 (14 octobre 1986) portant délégation de pouvoirs au ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des affaires économiques ;

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 90-83 du 9 ramadan 1402 (1er juillet 1982) fixant le régime de commercialisation des blés tendres de la récolte 1982, tel qu'il a été modifié notamment par l'arrêté n° 573-91 du 11 chaabane 1411 (26 février 1991);

Vu l'arrêté du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire n° 572-91 du 11 chaabane 1411 (26 février 1991) fixant le régime de commercialisation des blés durs, des orges, des maïs, des triticales, des avoines, des millets et des légumineuses de la récolte 1991 ;

Après avis de la commission centrale des prix,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions des arrêtés susvisés n° 90-83 du 9 ramadan 1402 (1er juillet 1982) et n° 572-91 du 11 chaabane 1411 (26 février 1991) sont reconduites pour la récolte 1992 (campagne 1992-1993).

ART. 2. – Le directeur de l'Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 23 kaada 1412 (26 mai 1992).

OTHMANE DEMNATI.

Le ministre délégué
auprès du Premier ministre
chargé des affaires économiques,
MOULAY ZINE ZAHIDI.

Arrêté du ministre des finances n° 900-92 du 20 hija 1412 (22 juin 1992) relatif à la prorogation de la période transitoire pour le dépôt des déclarations en douane par procédé informatique.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu l'arrêté du ministre des finances n° 1790-91 du 19 joumada II 1412 (26 décembre 1991) relatif au dépôt des déclarations sommaires par procédés informatiques, notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté du ministre des finances n° 1789-91 du 19 joumada II 1412 (26 décembre 1991) relatif au dépôt des déclarations en détail par procédés informatiques, notamment son article 5,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – La période transitoire de six mois prévue par l'article 4 de l'arrêté susvisé n° 1790-91 et l'article 5 de l'arrêté susvisé n° 1789-91 au terme de laquelle le dépôt des déclarations en détail et des déclarations sommaires par procédé informatique est rendue obligatoire, est prorogée de trois mois supplémentaires.

ART. 2. – Le directeur de l'administration des douanes et impôts indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 20 hija 1412 (22 juin 1992).

MOHAMED BERRADA.

Arrêté du ministre des finances n° 913-92 du 21 hija 1412 (23 juin 1992) fixant la nomenclature générale des produits.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le code des douanes ainsi que des impôts indirects relevant de l'administration des douanes et des impôts indirects, approuvé par le dahir portant loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), notamment son article 6 ;

Vu l'arrêté du secrétaire d'Etat aux finances n° 4-72 du 31 décembre 1971 fixant la nomenclature générale des produits, tel qu'il a été modifié ;

Après avis du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, du ministre du commerce extérieur, du ministre de la santé publique, du ministre de l'énergie et des mines et du ministre des pêches maritimes et de la marine marchande,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – A compter du 29 hija 1412 (1er juillet 1992), la nomenclature générale des produits sera fixée conformément aux indications du tableau annexé à l'original du présent arrêté.

Toutefois et jusqu'au 31 décembre 1992, la nomenclature générale des produits fixée par l'arrêté du secrétaire d'Etat aux finances susvisé n° 4-72 du 31 décembre 1971, tel qu'il a été modifié et complété, peut continuer à être utilisée par les déclarants selon les modalités fixées par le directeur de l'administration des douanes et impôts indirects.

ART. 2. – Un exemplaire du tableau visé au premier alinéa de l'article premier ci-dessus est déposé dans chaque bureau de douane.

ART. 3. – L'arrêté du secrétaire d'Etat aux finances n° 4-72 du 31 décembre 1971 sera abrogé à compter du 29 hija 1412 (1er juillet 1992), sous réserve des dispositions du 2e alinéa de l'article premier ci-dessus.

Rabat, le 21 hija 1412 (23 juin 1992).

MOHAMED BERRADA.

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.

Arrêté du ministre des finances n° 914-92 du 21 hija 1412 (23 juin 1992) portant modification de la nomenclature tarifaire.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le dahir n° 1-57-170 du 23 chaoual 1376 (24 mai 1957) portant fixation du tarif des droits de douane à l'importation, tel qu'il a été modifié par les textes subséquents ;

Vu le code des douanes ainsi que des impôts indirects relevant de l'administration des douanes et impôts indirects, approuvé par le dahir portant loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), notamment son article 5-3° ;

Vu l'arrêté du ministre des finances n° 913-92 du 21 hija 1412 (23 juin 1992) fixant la nomenclature générale des produits ;

Considérant que la modification de la nomenclature tarifaire, objet du présent arrêté, n'entraîne pas de changement dans la quotité tarifaire applicable aux produits concernés ;

Après avis du ministre du commerce et de l'industrie, du ministre de l'agriculture et de la reforme agraire, du ministre du commerce extérieur, du ministre de la santé publique, du ministre de l'énergie et des mines et du ministre des pêches maritimes et de la marine marchande,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – A compter du 29 hija 1412 (1er juillet 1992), la nomenclature tarifaire, telle qu'elle a été fixée par le dahir susvisé n° 1-57-170 du 23 chaoual 1376 (24 mai 1957) et modifiée par les textes subséquents, sera à nouveau modifiée conformément aux indications du tableau annexé à l'original du présent arrêté.

Toutefois et jusqu'au 31 décembre 1992, la nomenclature tarifaire, en vigueur antérieurement au 1er juillet 1992, peut continuer à être utilisée par les déclarants, selon les modalités fixées par le directeur de l'administration des douanes et impôts indirects.

ART. 2. – Un exemplaire du tableau visé au premier alinéa de l'article premier ci-dessus est déposé dans chaque bureau de douane.

ART. 3. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 21 hija 1412 (23 juin 1992).

MOHAMED BERRADA.

bomaroc.com

Copie téléchargée sur bomaroc.com, non officielle. Seul le Bulletin officiel publié par le SGG (sgg.gov.ma) fait foi.